

LES CAHIERS DU

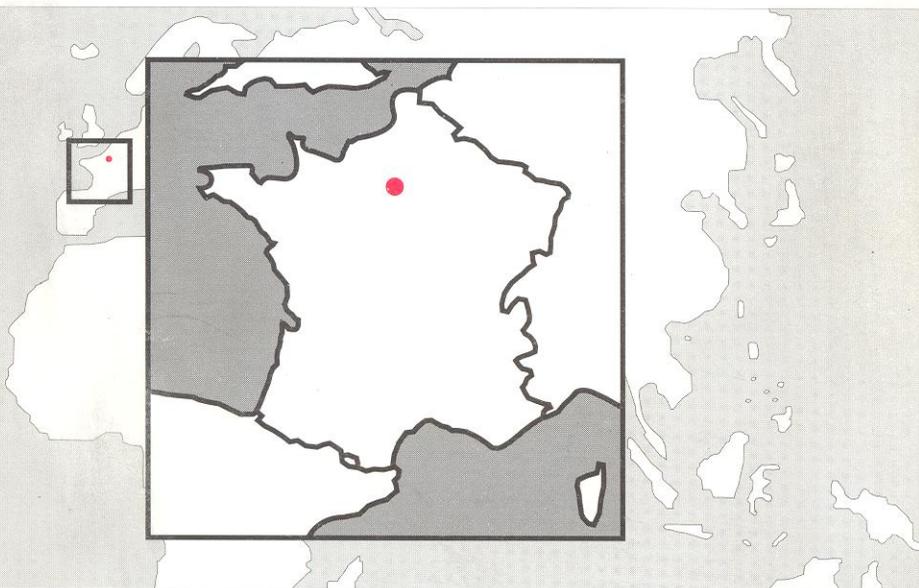
CEVIPOF

29

L'archipel paysan  
Une majorité devenue  
minorité



Bertrand HERVIEU et Jean VIARD



CENTRE D'ÉTUDE DE LA VIE POLITIQUE FRANÇAISE

FNSP



CNRS

# L'archipel paysan

Une majorité devenue  
minorité



**Bertrand HERVIEU et Jean VIARD**

Juin 2000

INTRODUCTION .....	3
<i>État des lieux</i> .....	7
<i>Les hommes de la terre</i> .....	11
<i>Le rôle politique du corps charnel de la patrie</i> .....	26
<i>La campagne, bonheur des urbains</i> .....	36
<i>Vers le droit au patrimoine</i> .....	40
CONCLUSION : LA CAMPAGNE FRANÇAISE OU LE LOCAL DE LA MONDIALISATION ..	47
ANNEXES .....	53

## **Introduction**

La révolution informationnelle n'a supprimé ni l'industrie, ni l'agriculture. Elle restructure et l'industrie et l'agriculture ; dans le réel comme dans l'imaginaire. De même, l'immense diffusion de l'espace-ville loin du cœur de la ville ancienne ne supprime pas la ville. Elle introduit entre les hommes, dans l'intimité de leurs vies, la mobilité réelle et virtuelle, celle des voitures ou des portables, celle "du journal de vingt heures", celle des week-ends et des vacances. Ce faisant, elle pénètre au cœur de la vie de l'ancienne France rurale. Et, comme en miroir, 70 % des agriculteurs<sup>1</sup> vivent à moins d'une heure d'un centre-ville, les femmes d'agriculteurs sont celles qui parcourent le plus de kilomètres, 92 % des familles paysannes se retrouvent le soir devant le journal de vingt heures.

Ainsi, pour comprendre ce qui arrive à nos campagnes, faut-il penser en termes de "nouvelle alliance" entre l'espace que l'homme a entièrement construit et celui où il reste un animal diffus. Une nouvelle alliance qui renouvelle celle du pacte républicain de la III<sup>e</sup> République où les travailleurs-proprétaires de la terre s'étaient vu octroyer la légitimité et la responsabilité de l'ensemble de l'espace non bâti. Nous verrons que, s'il est important de prendre compte le monde agricole pour penser l'ordre du politique, la légitimité de la gestion de l'espace lui a en revanche largement échappé.

De ce point de vue, non seulement les espaces dits naturels, les monuments répertoriés, les forêts classées ont basculé dans le champ des biens collectifs mais, plus largement, le paysage des campagnes lui-même a

---

<sup>1</sup>. Sondage CSA-Cevipof, 1999.

été publicisé ; peut-être, le paysan lui-même est-il devenu aussi nécessaire comme figure d'une certaine France républicaine authentique que comme producteur de biens consommables.

Mais ces évolutions ne peuvent se comprendre si on n'approche pas la relation plus générale, nouvelle, largement partagée qui, aujourd'hui, nous lie aux traces et signes du passé au détriment de nos anciens rêves de futur et de progrès. Ni non plus, si on ne revient pas sur la fonction originale, dans notre culture collective, du travail du corps charnel de la patrie comme emblème de notre République. Là où l'Angleterre – et peut-être tous les pays protestants – paraissent avoir une relation fondatrice avec la nature, là où d'autres pays – l'Italie, une part de l'Espagne – pensent d'abord la campagne au travers de modèles latifundistes, nous avons une campagne républicaine dans un État qui voulut incarner seul la cité citoyenne ; les villes, longtemps, dans ce modèle, étaient plus des carrefours de services que de vrais cités entrepreneuriales et civiques. Il y avait "la ville", Paris, et le corps charnel de la patrie, confié au monde paysan constitué des propriétaires, exploitants, chefs de famille, soldats, élus locaux.

Seule l'approche par la diversité de ces enjeux et la complexité de leurs relations permet de cerner l'évolution actuelle des campagnes. À trop délaissier ces mutations et les permanences qui les traversent, on ne voit plus les changements en cours. D'ailleurs, quand on écoute les premiers commentaires du dernier recensement issu de la sphère du politique – et parfois des médias –, on entend aussi bien des propos sur un retour massif vers les campagnes et un vaste dépeuplement de l'Île-de-France que des propos sur les nouveaux moyens à mettre en œuvre pour lutter contre la dépopulation rurale. D'autres observateurs retiennent une densification dans la ville historique et les campagnes périurbaines authentiques, et un

abandon finissant dans quelques dizaines de cantons ruraux “lointains” et dans le périurbain des HLM des années soixante ; comme si une mise en désir des lieux à forte charge patrimoniale déplaçait les populations, du moins celles qui le peuvent, et laissait les autres demeurer en ces deux lieux négatifs par pure nécessité. Nous y reviendrons.

Quand par exemple, on voit à la télévision José Bové à Seattle, ou Tony Blair défait du refus français de manger “ses” vaches, il est difficile de savoir si notre fibre ruralo-nationaliste est stimulée du fait d’un rapport patrimonial spécifique à la terre et à la France, ou si nous sommes face à une véritable construction politique et scientifique tournée vers l’avenir. Et curieusement, dans les deux cas, le même animal – le bovin – est au cœur des débats, au Mac Do comme avec le prion.

Acceptons que (peut-être plus que dans d’autres cultures) nous saisissons la question des campagnes au travers d’une “grille épaisse” d’enjeux symboliques, imaginaires et politiques. Acceptons en outre que dans une société d’hypermobilité, d’étalement gigantesque des villes, de développement des populations birésidentielles, d’usage ludique croissant des campagnes, nos grilles d’analyse, nos modes de calculs même soient parfois pris en défaut.

Alors, le “sentiment” croissant pour la campagne, son patrimoine, son art de vivre doit être vu comme moment d’une mutation profonde, à la fois globale et locale, nationale et régionale..., la constitution du patrimoine rural lui-même n’intervenant dans notre société que de manière relativement tardive, des décennies, voire des siècles après la constitution du patrimoine préchrétien (romain grec, égyptien) et du patrimoine aristocratique et religieux. Car dans le mouvement que nous tentons ici d’éclairer, il n’y a pas une campagne en soi, hors de toute histoire. Il y a

une campagne dans un pays qui, comme les autres, cherche ses marques pour un futur peu désiré, mais, à la différence des autres, le cherche à partir d'une histoire jacobine où la campagne est le socle d'un corps collectif spatialisé dont l'État parisien est la tête unique. De là, des mythes et des cadres imaginaires et politiques originaux, des usages et des attentes différentes. De là sans doute, une force identitaire de "la" campagne et une faiblesse des régions.

Certes, vu de la ville et des pensées écologiques modernes, partout dans la campagne il y a du vivant à respecter, des écosystèmes à protéger, une limite aux Droits de l'homme à agir et transformer. L'évolution de cette idée de nature étant comme la double face des progrès fulgurants de la biologie. Mais à côté de cette idée-là de nature – qui induit une patrimonialisation du vivant en tant que tel –, la culture française nous amène à une attention particulière pour une autre diversité, la diversité culturelle des pays, des villages, des régions et du sens politique de cette mosaïque valorisée depuis un siècle comme constitutive d'une unité nationale exemplaire par la qualité de ses diversités. Pensons au travail remarquable d'Anne-Marie Thiesse dans *la Création des identités nationales*<sup>2</sup>. Aussi nous devons garder en mémoire face à "nos" campagnes le filtre imaginaire et politique qui opère quand nous croyons ne parler que de lieux ou de faits.

---

<sup>2</sup>. Anne-Marie Thiesse, *la Création des identités nationales*, Seuil, 1999.

Et d'ailleurs, à trop ne voir que la nature dans les campagnes ou la productivité dans l'agriculture, notre société a aidé à l'émergence de mouvements protestataires comme la Coordination rurale ou Chasse, Pêche Nature et Tradition. De manière bien sûr différente, ces deux mouvements, et la sympathie qui en général les entoure, doivent retenir notre attention pour penser et agir vers les campagnes. Nos droits au paysage, nos droits au patrimoine, nos droits à une alimentation saine, nos droits à la mémoire mais aussi au développement durable doivent peu à peu trouver leurs places respectives au cœur de ces enjeux. Et en France, ces questions sont inséparables d'une certaine idée de la collectivité nationale.

## **État des lieux**

La France de ce début de siècle est traversée par une extraordinaire mobilité de ses métiers et de ses lieux de vie. Le travail physique du corps ne cesse de régresser sous les effets de la mécanisation, de la chimie et de l'informatisation. Ce qui est vrai d'évidence pour l'ancienne classe ouvrière l'est tout autant pour la paysannerie. De 1984 à 1999, la population directement active en agriculture est passée de 1 300 000 à 869 000, soit près de 30 % de diminution, mouvement quasi identique, en pourcentage, à l'évolution ouvrière<sup>3</sup>. Nous reviendrons sur ces chiffres.

---

<sup>3</sup>. (Insee-MSA-*le Monde*, 22 octobre 1999)

Durant la même période, la population paysanne, au sein des espaces à dominante rurale, est passée de 15 à 10 %, celle des commerçants de 9,3 à 8,3 % et celle des ouvriers de 31,3 à 29,5 %. Par contre, les retraités ont augmenté de 20,9 à 27,1 % et les employés et cadres de 18,6 à 20,6 %. Autrement dit, non seulement les paysans sont de plus en plus minoritaires dans l'espace le plus rural, et avec eux régressent les anciens métiers – commerçants et ouvriers –, mais deux catégories progressent : les retraités (dont une part d'origine agricole) et les cadres et employés. Cette évolution – qui n'a rien de surprenant compte tenu des évolutions générales de la population – achève visiblement sous nos yeux la destruction d'un ancien monde où la paysannerie était le groupe pivot des campagnes.

Mais cette vision est encore fautive si on croit avoir affaire à des moyennes homogènes. Car la paysannerie travaille aussi bien dans la France de l'Ouest et que dans le grand Bassin parisien. Autrement dit, une part de cette paysannerie travaille dans une France de grande plaine qui se désertifie du fait même d'une organisation en très grandes exploitations, alors même que dans des régions anciennes à la dépopulation continue comme le Cantal, seuls demeurent les agriculteurs : ainsi on peut voir des cantons, ou des départements entiers, où les agriculteurs représentent encore 20 % des actifs... parce que les autres sont partis plus vite du fait qu'ils n'étaient pas liés au sol par le patrimoine ou parce que nous sommes dans des régions d'agriculture hypermécanisée où les exploitations ne cessent de s'agrandir. Ainsi, il y a une France encore fortement agraire qui peut aussi bien signifier la prédésertification que la production industrielle.

En fait, l'usage du sol de France est ainsi en train de se dualiser. D'une part, une France qui se dépeuple – ou vieillit –, part minoritaire de l'espace qui réunit ce que les géographes appellent la diagonale du vide qui court des Ardennes aux Pyrénées en englobant une grande part du Bassin parisien. On y retrouve les massifs anciens et les plaines aux labours profonds. De l'autre, une France où la ville s'étale, se déplace vers le sud, franchit les anciennes limites communales, parfois départementales, et même régionales dans le cas de l'Île-de-France.

Et cette évolution se lit clairement dans les analyses électorales. Jérôme Jaffré<sup>4</sup> a montré que les électors Verts et Chasseurs se sont opposés, pour ainsi dire point à point, aux élections européennes du 13 juin 1999. Au premier, des femmes, les études, les villes, au second, des hommes, des études plus courtes, les campagnes. Au premier, des pics supérieurs à 13 % à Paris, au second, des pointes à 15 % dans les cantons très ruraux et chasseurs. Pour faire image, on pourrait dire que le désir de nature des urbaines modernes renvoie au désir de traditions de ruraux isolés. Et ce qu'expriment ces deux votes en miroir prolongent certainement des perceptions plus généralement répandues dans la société. Des perceptions où il est question de l'immense libération des femmes qu'a permise l'ascension vers la ville, tout comme de la force du plaisir des hommes de la terre et de la campagne, de la qualité de leurs loisirs et de leur continu ressassement d'une culture ancestrale...

Mais ces perceptions divergentes sont aussi issues du chevauchement des usages nés de l'immense extension des cités, de leurs glissements vers le sud et de la volonté du dernier carré des sociétés de la terre de défendre

---

<sup>4</sup>. *Le Monde*, 19 novembre 1999.

ce qui les fonde. La France des fermes ne tient plus que la moitié du sol de France en exploitation directe ; la croissance des forêts, des routes, des villes, des industries et des espaces naturels ayant peu à peu conquis le restant. Et au-delà de cette question du pouvoir sur le sol physique, question importante certes mais insuffisante pour comprendre les évolutions en cours, nous sommes face à des évolutions en profondeur de la question des pouvoirs politiques et symboliques.

Les cultures de l'agriculteur, du chasseur, du pêcheur se heurtent à une approche des écosystèmes de nature qui ont prétention à les intégrer dans une nouvelle perspective. Les légitimités de la tradition et des constructions politiques antérieures sont questionnées par une perspective scientifique utilisée politiquement par une culture urbaine en extension. Le paysan a d'une certaine manière à entrer dans le paysage pensé de la ville et dans une nouvelle étape du savoir de nature, ce au moment même où la ville recherche désespérément l'authenticité des campagnes anciennes. La mise en mouvement de cette spirale pratique et symbolique déplace les hommes et les légitimités dans l'espace. Pour bien en cerner la dialectique difficile, il faut approcher séparément ce qui fait l'unité des hommes de la terre aujourd'hui et ce qui structure les attentes urbaines, le tout en tentant de préciser la place politique très particulière dans notre culture collective de la terre paysanne.

## **Les hommes de la terre**

Pour approfondir nos analyses, il faut se rappeler que les agriculteurs sont une minorité venue d'une majorité. Une minorité d'hommes qui garde la responsabilité d'une majorité du sol. Ainsi, on ne peut penser le monde agricole en soi, indépendamment du fait que le monde rural ait été majoritaire en France jusque dans les années trente ; ni non plus indépendamment du rôle structurant que la terre et ceux qui la travaillent tiennent dans notre imaginaire collectif. Ne rappelons que pour le principe l'affiche du candidat Mitterrand en 1981.

D'autant qu'être une minorité venue d'une majorité veut aussi dire que le poids des anciens est considérable et que les adultes urbains d'aujourd'hui nés et élevés à la campagne sont extrêmement nombreux – y compris dans les vagues migrantes récentes. Si l'on rajoute – et d'ailleurs souvent cela se croise – les millions de propriétaires ou d'usagers de résidences secondaires qui usent la campagne souvent comme espace référentiel, on se rend bien compte que l'écho culturel et social de la question paysanne n'est pas circonscrit à ses chefs d'exploitations en exercice.

Cette position historique donne au monde paysan une conscience de soi particulière et lui octroie une place dans nos perceptions collectives, une position de garant par délégation de notre identité collective que l'on ne peut sous-estimer. Et en même temps, dans la culture urbaine aujourd'hui dominante, la connaissance réelle du monde agricole, de ses enjeux, de ses liens à la solitude ou aux aléas climatiques est extrêmement faible, très

mélangée à des souvenirs de vacances ou à des images de mouvements d'agriculteurs récurrents et parfois violents.

La classe paysanne est donc une minorité – c'est maintenant une chose acquise – mais c'est une minorité venue d'une majorité et c'est à nos yeux ce qui fait sa particularité. C'est ce qui produit sa place très spécifique dans la société française et l'originalité du regard qu'elle porte sur elle-même, avec ce que cela signifie de tension, de crainte, de regret et aussi physiquement de vieillissement.

### *Le repère des chiffres*

La structure par âge de la paysannerie se rapproche sans doute de ce que sera celle de la France vers 2030. L'observer a donc un intérêt quasi prospectif ! Par exemple, depuis 1998, la préparation du budget du ministère de l'Agriculture et de la Pêche se fait notamment autour de la question de la revalorisation des retraites en agriculture. C'est le grand sujet. Cela pour dire qu'émerge dans la vie politique française et dans le monde agricole lui-même la catégorie des retraités agricoles comme acteurs politiques, comme acteurs sociaux. Et ces retraités de l'agriculture se pensent en partie intégrante du monde agricole, et absolument pas comme du monde des retraités. Aussi, à leurs yeux, les retraités "des villes" sont autant d'adversaires qui, eux, ont "la" retraite. Ces retraités de l'agriculture appartiennent ainsi plus à monde qu'à une génération.

Par ailleurs, 20 % de chefs d'exploitations sont des femmes – ce qui pourrait être pris comme un signe de modernité, mais il faut y regarder de très près. En effet, notamment à cause de la question des retraites, beaucoup d'exploitants qui prennent leur retraite "installent leurs femmes", pour reprendre l'expression consacrée. Celles-ci plaisantent beaucoup de

cette formule, non sans amertume. Car le but de ces installations est beaucoup plus de cumuler de faibles retraites avec un petit revenu que de rechercher une modernité dans la parité. Cela ne change donc pas beaucoup la structure du couple et la cohésion traditionnelle du monde paysan.

Pour avoir une réflexion moins abstraite sur le monde agricole, rappelons – pour les non-spécialistes – qu'il y a 27 % des exploitations qui ont moins de 5 hectares – ce qui dans certaines productions peut être important parce qu'il y a des exploitations extrêmement intensives – et qu'il y a à peu près autant de grandes exploitations de plus de 50 hectares. Deuxième élément territorial : 58 % des paysans sont dans l'Ouest au sens large – que ce soient le Bassin parisien ouest, l'Ouest, le Sud-Ouest. C'est-à-dire la majorité des paysans français. Sur 100 paysans, 58 donc sont dans l'Ouest, 9 le long de la Méditerranée, 1 en Île-de-France, 3 dans le Nord... Ce qui veut dire que la population paysanne n'est pas homogène sur le territoire. La France de l'Ouest demeure terrienne, beaucoup plus terrienne que les autres régions françaises. Que produisent les exploitations ? 52 % font de l'élevage pour la viande, du fromage ou du lait, et à peu près 42 % produisent des fruits et des légumes, des céréales et du vin.

Quant aux diplômés des exploitants, une évolution sensible est à noter qui marque des évolutions générationnelles fortes. Si 12 % n'ont aucun diplôme, 27 %, ont le baccalauréat ou au-delà. Ce groupe est caractérisé par une montée très forte des BEP qui a été la politique centrale de formation. C'est un monde donc qui change, y compris en matière de formation, comme le reste de la société et où, souvent, les conjointes – ce que nous pouvons en partie lire au travers des données sur les aides familiales – ont des niveaux de diplômes au moins comparables aux hommes, parfois même supérieurs. Enfin, en matière de pratique religieuse, 50 % des agriculteurs

déclarent des pratiques régulières ou irrégulières. Par rapport aux autres groupes sociaux, c'est une caractéristique forte et particulière, en grande partie liée à la sédentarité paysanne.

Avant d'aller plus loin, il faut essayer de quantifier un peu la population qui réfère à ce monde paysan que nous voulons décrire. Car même si les phénomènes quantitatifs ne sont pas ici notre objet principal, pour comprendre le poids relatif du monde paysan dans la société française, au-delà de son poids territorial évident, il nous faut rappeler son poids démographique qui est loin de se résumer au nombre de fermes. Car le monde agricole est bien autre chose que les 680 000 chefs d'exploitations qui demeuraient dans ce pays à la fin du  $xx^e$  siècle.

Paradoxalement, cerner cette population agricole est une affaire difficile. Il faut compter, outre les chefs d'exploitations, 550 000 conjoints et 1 000 000 d'autres membres de la famille, ce qui fait une population familiale agricole de 2 230 000 personnes. En outre, il y a 135 000 salariés de l'agriculture, 120 000 salariés des coopératives – la plupart directement d'origine agricole – et 380 000 salariés de l'agroalimentaire. Ces 380 000 salariés de l'agroalimentaire ne peuvent pas tous être assimilés à la sphère agricole, bien qu'une réelle porosité des opinions soit souvent constatée. Par exemple, en 1998 dans les grandes manifestations de l'Ouest, notamment à Morlaix, les salariés de la première transformation ont manifesté leur solidarité avec les producteurs de porcs contre la circulaire de Dominique Voynet et de Louis Le Pen. Mais cette mesure des actifs est encore insuffisante. La Mutuelle sociale agricole compte, elle, 4 500 000 de cotisants.

Au bout du compte, nous avons sûrement plus de 10 % de la population française qui travaille et vit directement dans l'orbite du monde agricole. Et, si nous regardions les choses un peu précisément, plutôt 11 %, 11,5 % de la population française qui, peu ou prou, fait partie de ce monde agricole. Donc, nous ne sommes pas sur les 4,5 % de la population active trop souvent citée. Cela vient en partie du fait que les exploitations ont connu depuis la guerre un très fort mouvement d'externalisation de fonctions qui y étaient jadis intégrées. Ce mouvement général de nos sociétés touche bien évidemment aussi ce secteur-là, mais sans que les emplois ainsi externalisés soient exclus du monde agricole en termes de mentalité, en termes politiques.

#### *La paysannerie politique*

Enfin, pour mesurer encore plus justement le poids politique de cette population, il faut en voir le poids démultiplié dans la vie politique et au sein du personnel politique. Premier élément très important du point de vue du personnel politique : encore un tiers des maires français sont agriculteurs ou anciens agriculteurs. Aucune catégorie socioprofessionnelle n'est dans cette situation de relais local – d'où d'ailleurs l'attachement de cette population aux élus locaux car, pour partie, c'est “un amour de soi”.

Ici, insistons sur les chiffres. Il y a en France un conseiller municipal pour 23 électeurs dans les communes de moins de 500 habitants, mais seulement un pour 13 205 électeurs à Paris ! La barre des 1 000 électeurs par élu étant franchie dans les communes de plus de 40 000 habitants. Or 50 % des agriculteurs vivent dans des communes de moins de 600 habitants, et encore 32 % dans des communes de moins de 2 000 habitants : cela veut dire que 82 % des agriculteurs vivent dans des

communes où il y a un élu pour moins de 56 habitants. Ce n'est pas un élu par famille mais presque !

Cette dissymétrie démocratique est une question forte de la France actuelle, elle explique aussi le poids politique de la France paysanne. Alors que la France urbaine – en outre très mobile – en est éloignée, voire très éloignée. Cette dissymétrie démocratique voulue pour enraciner la République dans les campagnes à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle continue donc à agir dans notre société. Elle explique évidemment pour une part le sentiment de très forte proximité entre paysans et institutions.

Deuxième élément : dans 104 circonscriptions sur 555, les agriculteurs représentent au moins 10 % de la population active. Donc, si on démultiplie les 10 % de la seule population active agricole par rapport à ce que cela représente en électorat, en population familiale..., on arrive dans ces 104 circonscriptions à un poids politique des agriculteurs toujours structurant.

Ces 104 circonscriptions sont dans 70 départements. Ce qui évidemment explique l'importance et l'ampleur du débat agricole dans la classe politique : il y a des relais absolument partout qui s'ajoutent aux habitudes prises par le monde agricole de coopérer directement avec l'appareil d'État, avec les institutions.

Prenons l'exemple récent de la loi d'orientation agricole. C'est une loi qui avait été annoncée par le Président de la République en 1996. Elle avait été initiée par le précédent Gouvernement, puis a été reprise par l'actuel. Il n'y a pas un article, pas une phrase de cette loi qui n'ait fait l'objet de longues discussions pendant des mois. Il y a des commissions officielles, des rendez-vous individuels avec les services, avec les conseillers, avec le ministre enfin. Et quand il y a désaccord à ce niveau, on retrouve la question sous forme d'amendement en première lecture d'abord à

l'Assemblée, puis au Sénat. C'est très facile. Les réseaux sont tellement denses.

Il y a eu presque 1 000 amendements à l'Assemblée, 600 au Sénat. Et de vrais amendements, nourris du terrain, des organisations professionnelles et syndicales. Il était possible de repérer la provenance de ces amendements : amendements de Groupama, amendement de la MSA, amendement de la FNSEA, amendement des retraités, amendement des retraités de la droite, amendement des retraités de la gauche...

Cette forte capacité de relais est quelque chose d'original dans une société où les politiques sont assez largement coupés de la société. Aucun autre milieu n'a une telle capacité de relais. Aussi, lorsque la loi d'orientation agricole a été votée en première lecture le 13 octobre 1998 à l'Assemblée nationale, l'hémicycle était comble.

À l'Assemblée, le relais est porté notamment par des *leaders* venus du monde agricole qui sont passés au monde politique ; même s'il y a, comme partout, des réticences à l'égard du politique, cela n'empêche pas nombre de notables professionnels de s'engager en politique ; par exemple, François Guillaume, ancien président de la FNSEA, ancien ministre, Christian Jacob, ancien président du CNJA pour le RPR..., les personnels politiques qui sont issus du monde agricole sont plutôt situés sur la droite de l'hémicycle. Les porte-parole pour le monde agricole sur les bancs de la gauche sont plutôt des ruraux que des personnalités agricoles.

Cela pour illustrer – encore une fois – l'idée que cette minorité venue d'une majorité a gardé une capacité à sécréter des représentants, des porte-parole dans l'ensemble du paysage politique. Cette situation explique largement l'attachement très fort du monde paysan à l'égard de l'ensemble des institutions.

61 % des agriculteurs par exemple manifestent leur confiance à l'égard des organisations syndicales. Cela pourrait faire réfléchir d'autres secteurs de la société. Et les écarts ne sont pas considérables entre organisations, comme si on était d'abord du même monde face "aux autres" : 53 % pour la FNSEA, 52 % pour le CNJA, 35 % pour la Confédération paysanne, 34 % pour la Coordination rurale et 30 % pour le MODEF. Les écarts sont faibles par rapport aux choix effectués lors des élections professionnelles. On aurait pu s'attendre à 70 % pour la FNSEA, 20 % pour le MODEF ! On peut d'ailleurs s'étonner qu'il y ait le même pourcentage pour la Confédération paysanne, la Coordination rurale et le MODEF.

Rappelons-nous qu'en 1991, au moment de la naissance de la Coordination rurale, qui s'est constituée autour du refus de la préparation des accords du GATT, puis du refus de la réforme de la PAC de 1992, c'était un front du refus, sur le type des coordinations qui foisonnent en période de crise dans tous les secteurs, qui s'était structuré. Aujourd'hui, il fait partie du paysage.

La Mutualité sociale agricole, 57 % de confiance. Un chiffre d'autant plus significatif que l'enquête a été faite au moment de la sortie du rapport de la Cour des comptes sur les irrégularités commises à la MSA et donc au moment où le ministre de l'Agriculture et de la Pêche a décidé de révoquer le conseil d'administration et le directeur. L'intercommunalité, 55 % de confiance, le ministère de l'Agriculture et de la Pêche également...

Une vraie foi donc dans les institutions, répartie politiquement : 33 % pour la droite, 25 % pour la gauche, tout cela ne nous étonne pas beaucoup. Quant au rapprochement entre la droite et l'extrême droite, 44 % déclarent y être hostiles, mais il faut surtout souligner que 39 % (contre 17 % pour l'ensemble des Français) disent ne pas avoir d'avis. Cette incertitude peut

cache une radicalisation en construction. Ou des attentes souverainistes et localistes qui ont pu s'exprimer depuis par exemple dans le vote "Chasse".

Cette foi dans les institutions, le caractère positif d'un certain nombre d'*items* comme la tradition, la religion, le conservatisme, la famille... montrent, dans ce milieu bien plus que dans n'importe quel autre, une culture institutionnelle, locale, ancrée à droite politiquement : ceci est cohérent avec le fond catholique très fort de cette population ; soit un fond catholique ancien, soit un fond catholique réactivé à travers les modernistes de l'après-guerre. Ce milieu, peut-être plus que d'autres, pense son intégration à la société à travers le cheminement des institutions ; de même qu'il pense les institutions comme facteur d'intégration à travers le paradigme de l'Église.

En tous les cas, c'est une hypothèse qu'il nous faudra approfondir : d'une certaine manière, la guerre des deux France – la catholiques et la républicaine – se solde, pour le monde paysan, par le triomphe des institutions. Il y a une cohérence qui rejoint ce que Jacques Capdevielle a souvent rappelé sur les variables lourdes à l'œuvre dans l'élaboration des attitudes politiques. C'est-à-dire l'appartenance religieuse, le patrimoine, l'âge et le statut de salarié ou de non-salarié. Ici, nous avons une confirmation.

Car ce que nous apprend le sondage du CSA-Cevipof d'octobre 1998 par rapport à d'autres enquêtes que nous avons effectuées est cet attachement très fort aux dispositifs institutionnels et à leurs enchevêtrements. C'est une donnée importante et originale par rapport à d'autres catégories socioprofessionnelles.

Soyons, cependant, attentifs aussi à quelques tensions, même si elles ont du mal à s'exprimer ou si elles peuvent apparaître comme contradictoires. Le fait, par exemple, de s'affirmer très fortement – dans ce sondage et dans les discours politiques et syndicaux – comme des chefs d'entreprises comme les autres et, en même temps, de considérer qu'on n'a pas le statut social qu'on mérite, qu'on n'a pas la rétribution qu'on mérite, et le fait que les agriculteurs sont la catégorie socioprofessionnelle qui souhaite le moins voir ses enfants s'installer comme agriculteurs – moins que les urbains ! – posent un certain nombre de questions.

Si on se réfère à un récent sondage de la SOFRES, commandé par les coopératives céréalières et où l'on interroge la population française dans son ensemble, on voit là la différence : les Français dans leur ensemble disent que si leurs enfants voulaient être agriculteurs, ils l'accepteraient. Alors que les agriculteurs se montrent moins favorables à cette perspective. C'est un phénomène particulier, et paradoxal, de projection sur l'avenir que ce désir de rompre ces lignés longues.

Intéressant aussi parce que de toutes les façons, il n'y a plus assez d'enfants d'agriculteurs pour renouveler la population agricole. Il faudrait à peu près 12 000 installations par an pour arriver à garder une population agricole à hauteur de 3 %, 3,5 % du total des actifs. Or le vivier des enfants d'agriculteurs n'est que de 6 000 enfants par an. Donc, même s'ils restaient tous, on serait loin du compte. Ce qui va d'ailleurs être une très grande transformation sociologique dans les dix ans qui viennent. C'est un débat culturel et politique important à rapprocher sans doute du rejet d'autres métiers traditionnels où les heures de travail ne sont jamais comptées et où la mobilité est très réduite.

Deuxième tension : entre un localisme fortement affirmé et une méfiance croissante par rapport à l'Europe. Et ceci a à voir avec cela. La revendication du statut de chef d'entreprise et une certaine méfiance à l'égard de l'Europe sont liées au malaise que ressentent les agriculteurs du fait que désormais la moitié du revenu agricole disponible provient des fonds publics. Il est très difficile en effet d'assumer une image de chef d'entreprise lorsqu'on est dans un dispositif de rétribution du travail et de l'activité qui n'est pas le simple jeu du marché. Ce qui est normalement le cas pour un chef d'entreprise.

Il paraît y avoir là une contradiction douloureuse entre une *identité économique* qui veut être celle du chef d'entreprise, une *identité culturelle* – qui veut rester celle du local, du paysan attaché à ses institutions, à ses valeurs – et enfin une *identité politique* qui oscille entre une polarisation européenne, promaastrichtienne voire mondiale, et une polarisation nationale, antieuropéenne, surtout anticommission et antimaastrichtienne. Il y a entre ces trois niveaux identitaires des télescopes autour desquels on doit interroger les tensions qui sont en train de recomposer ce milieu de l'intérieur.

#### *Une société de l'aléa*

Mais pour en comprendre les particularités, il nous faut un moment regarder la situation paysanne du point de vue de ses différences de rythme avec la société urbaine dominante. Car, par définition pourrait-on dire, la population paysanne vit souvent à contre-rythme du rythme général. Les rythmes saisonniers, la force imprévisible du climat et de la météo sont son lot quotidien au cœur d'une société qui a énormément investi pour s'autonomiser des dimensions climatiques – et qui se retrouve d'ailleurs

fortement dépourvue dès que le climat sort des prévisions ordinaires moyennes de Météo-France. La société urbaine s'est d'une certaine manière construite pour se libérer de l'aléa du climat. Pas tout à fait certes, pas pour nos week-ends et nos vacances, mais en termes de systèmes de productions et d'organisation du temps. C'est un élément que nous avons pour ainsi dire externalisé de nos modes de vie

En agriculture, nous sommes toujours dans un monde largement incertain où la météo décide de l'activité de chaque journée et le climat d'une forte part des résultats du travail des hommes. Bien sûr, la dépendance ancienne a été réduite dans nos pays grâce à l'irrigation, la protection contre les gelées... Mais le rythme du temps demeure. Celui-ci en outre, indéfectiblement, lie le travail de la terre au temps long de l'histoire du climat au moins autant qu'au temps historique. Et il y a certainement des relations fortes entre la permanence des structures culturelles, l'attachement aux institutions, à la mémoire, et cette prégnance de l'incertitude relative du climat

Ces pôles de stabilité dans un monde aussi incertain, renforcés par l'incertitude des marchés, ne peuvent pas fonctionner de la même manière que dans la société urbaine. Cet élément de permanence décalé est le fondement même de la spécificité culturelle des paysans. Il faut en outre penser ceci face à une évolution extrêmement rapide depuis un demi-siècle des techniques, de la mécanisation, des règles et des normes. Ce groupe social, depuis trente ans, a non seulement été profondément réduit, mais il est passé à une individualisation du travail très forte et, en même temps, il y a eu des bouleversements technologiques rapides et importants. C'est un groupe qui a d'ailleurs digéré ces bouleversements beaucoup mieux que d'autres métiers.

Il n'avait évidemment pas énormément de marges. Cette adaptabilité n'était pas forcément un choix. D'ailleurs aujourd'hui, à la question : "à propos des changements actuels dans le monde agricole, quelle attitude se rapproche le plus de la vôtre ?", 63 % des chefs d'exploitations répondent : "j'y participe car c'est le seul moyen de s'en sortir". Il ne faut donc pas sous-estimer cette adaptabilité, il ne faut pas croire que le monde paysan ne cherche qu'à se protéger face aux mutations. Il ne faut pas confondre attachement au passé, aux traditions, aux institutions et archaïsme structurel. Non, plus la paysannerie change, et change sur place, plus sans doute un équilibre se cherche, entre les novations productives et commerciales, son rythme singulier dans un monde urbain protégé du climat et ses relations stabilisantes à des règles durables.

D'autant que la plupart des paysans vivent là où ils sont nés, là où ils ont été jeunes. Ils parcourent chaque jour un territoire que leurs pères et leurs ancêtres ont souvent parcouru avant eux. Ils vivent ainsi dans une prégnance considérable de la mémoire des lieux. Et en particulier des marquages historiques de cette mémoire des lieux. Cimetières, monuments aux morts des guerres, stèles à la mémoire des résistants sont pour eux des marques fortes de leurs propres histoires. Le faible brassage de cette population est un immense ralentisseur d'horloge.

Les travaux de Jean Duvignaud l'ont par exemple remarquablement montré sur la structure historique des rêves. Il avait fait une analyse sociologique comparative sur les rêves des paysans et sur les rêves des autres groupes sociaux. C'était tout à fait intéressant de voir le poids de la guerre de 14-18, des grands événements historiques dans les rêves : Ce ressassement, cette immense solitude face à l'histoire. Par certains côtés donc, ce métier est un art du rituel. La plupart du temps, tous les ans, au même moment, au même endroit..., gestes qui définissent au fond l'individu paysan, si on peut dire, derrière l'acteur social et le groupe politique. Ainsi s'opère une rumination méditative de l'homme attaché à sa terre que ne peut apercevoir le passant, le nouvel habitant, l'urbain sans racine terrienne. Demeure toujours ce qui lie l'homme à la terre et la terre à la culture et à la mémoire.

Et cela est d'autant plus important que le travail paysan est devenu un travail solitaire alors que c'était historiquement un travail très collectif. Il y a là un changement dans les sociabilités, dans les rapports que les gens ont entre eux. Cela entraîne un rôle renforcé pour tous les lieux professionnels où ces hommes isolés se rencontrent – en particulier les coopératives, la mutuelle, les conseils municipaux, la caisse de crédit... ; les institutions en somme qui sont leurs maisons communes. D'autant que dans nombre de régions, les paysans ne fréquentent guère les cafés et les espaces de loisirs sauf sans doute les marqueurs rituels du temps que sont les fêtes votives.

Souvent, le logement lui-même et le territoire de la femme dans l'exploitation ont renforcé ces évolutions. "La bataille pour le propre domestique", sans cesse recommencée, a amené à isoler le logement des terres. Le décohabitation généralisée a autonomisé le couple comme partout en France. La disparition de la basse-cour et des jardins a réduit le travail

féminin traditionnel, ouvrant à un métier à l'extérieur de l'exploitation ou au développement des gîtes ruraux et des tables d'hôtes.

Ainsi, cette permanence culturelle sans cesse revisitée, mais accueillante à la modernité technologique et domestique explique nombre d'évolutions, mais aussi de permanences de la société paysanne. Son attachement aux traditions, à l'Église, aux cadres stables de la République ou aux organisations professionnelles est pour une large part le fruit même de la relation forte entre le lieu, le métier et la lignée.

En perspective, bien sûr, l'ouverture des familles paysannes, par les enfants et les collatéraux, sur la ville est un fait majeur. Ouverture par les enfants, par le voisinage de 70 % des agriculteurs avec une ville dont ils vivent à moins d'une heure, ouverture par la télévision et l'usage des supermarchés... Nombres de tables paysannes le dimanche midi sont sociologiquement beaucoup plus complexes socialement et géographiquement que la plupart des tables françaises. Le désir du retour régulier des enfants expliquant même sans doute pour une part la perception favorable des résidences secondaires et des vacanciers (65 % des agriculteurs trouvent positif ou très positif le développement des résidences secondaires).

Ainsi aujourd'hui, les paysans ont en partie un mode de vie largement intégré à l'espace large des cités : pratiques des supermarchés, de télévision, de la ville... La paysannerie est donc bien entrée dans la métaculture collective qui nous réunit. Mais dans cette métaculture collective, elle a, de manière structurelle, une relation différente notamment aux institutions et aux renouvellements des valeurs, parce qu'elle vit dans une logique d'aléas climatiques, de sédentarité, de rôles symboliques qui ne sont pas de même nature que les autres groupe de la population.

On peut dire que la paysannerie vit aujourd'hui dans une urbanité diffuse, autrement dit dans la culture de l'urbanité généralisée mais en société peu dense. Ce n'est plus la culture traditionnelle du village. C'est le triomphe de l'urbanité portée par l'école, les médias, les modes de consommation et les mobilités réelles et virtuelles qui aujourd'hui nous lient par le brassage, par des réseaux et des archipels en tous lieux. Mais l'urbanité diffuse parce qu'elle opère hors la ville articule un mode d'être urbain avec un espace dominé par l'archipel des fermes et la légitimité ancienne de la terre. La terre patriotique républicaine, doit-on dire dans notre modèle français, mais ici il nous faut faire un détour par l'histoire de nos représentations politiques pour approfondir notre analyse.

## **Le rôle politique du corps charnel de la patrie**

Pour mieux les comprendre, il faut revenir un peu en arrière et se remémorer l'invention politique de la paysannerie républicaine qui fut l'œuvre de la III<sup>e</sup> République et qui structure encore la représentation que les agriculteurs ont d'eux-mêmes, mais aussi celle de l'ensemble de la société.

Pour la III<sup>e</sup> République, la terre fut par excellence un patrimoine familial : c'est en conférant à la terre ce statut et en faisant du laboureur un petit propriétaire foncier – enfin bénéficiaire des acquis de 1789 – qu'elle fit “chausser aux paysans les sabots de la République”, conformément au projet imaginé par Gambetta. La France rurale de l'Ancien Régime – où résidaient 80 % de la population française et qui était le siège d'activités autant agricoles qu'artisanales et préindustrielles – s'est transformée, dans

la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, en une France paysanne, vidée progressivement de toutes ses activités non agricoles, attirées elles par la ville souvent grâce au train.

Les couches sociales touchées par l'exode ont varié en fonction des crises. Les premiers immigrants ont été la masse des errants, "petit peuple mobile et vagabond, qui cherchait du travail à droite et à gauche, qui courait les routes, pieds nus dans ses sabots, le baluchon et la faucille sur l'épaule...", selon la description qu'en donne l'historien Philippe Ariès. Avec le traité franco-anglais de libre échange de 1860, ce sont les artisans et les tisserands qui se sont trouvés définitivement drainés vers les centres manufacturiers. Vers 1880, la crise agricole ruina quelques petits propriétaires et notables et amplifia encore le mouvement.

Dans cette évolution, la population rurale est devenue, pour l'essentiel, une population paysanne vivant d'une agriculture transformée dans ses structures et ses techniques. Une classe paysanne a émergé : "Le départ désormais définitif et sans esprit de retour des éléments les plus mobiles a laissé à la terre les plus enracinés par l'habitude et surtout par le bien, par l'accès à une propriété toujours plus exigeante et plus accaparante<sup>5</sup>..."

---

<sup>5</sup>. Philippe Ariès, *Histoire des populations françaises et de leur attitude devant la vie depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle*, Seuil, 1971 (1<sup>re</sup> édition : 1948).

En un siècle, les campagnes françaises, fourmilières démographiques, artisanales, industrielles et agricoles se constituent en un ghetto paysan, dans un mouvement d'une grande cohérence politique, idéologique et démographique.

Cette France paysanne, qui fut celle des terroirs au sein desquels on produisait de façon différenciée un peu de tout partout, était aussi une France des villages formés de familles jalouses de leur autonomie mais liées entre elles, et dont les chefs assuraient au sein du conseil municipal la gestion des parties communes de l'ensemble des propriétés privées. La force du sentiment d'appartenance à la communauté n'entraînait pas, dans ces conditions, en contradiction avec l'individualisme paysan ; l'un et l'autre allaient au contraire dans le même sens : devenir propriétaire revenait à acquérir le statut social reconnu et envié par excellence.

Cette dialectique du patrimoine familial et de la production était plus ordonnée à sa propre reproduction qu'au développement du marché. Cette France paysanne était d'ailleurs largement déficitaire quant à sa couverture alimentaire. Elle a fait de la France un jardin travaillé, cultivé, ordonné, qui ne risquait pas d'être épuisé : produisant parce qu'entretenu, entretenu parce que produisant.

La jeune génération arrivée sur le devant de la scène au lendemain de la seconde guerre mondiale a voulu voir dans la terre non pas un patrimoine familial mais un "outil de travail" : le slogan fut au cœur du projet du Centre national des jeunes agriculteurs des années 1955-1960 et un des pivots des grandes lois d'orientation agricole de 1960 et 1962 défendues par Michel Debré et Edgard Pisani. Cette rupture politique et culturelle a consacré le passage de l'état de paysan au métier d'agriculteur. Il s'agissait d'abord de fournir des matières premières pour le marché de la

transformation.

Dès lors, la terre se déracine, rendant possibles remembrements, remaniement des cadastres, flexibilité du capital... Sur le plan juridique, la notion de “propriété de la terre” devient de plus en plus abstraite. On crée des groupements fonciers agricoles, des sociétés civiles d’exploitations agricoles, des groupements agricoles d’exploitation en commun et, plus tard, des exploitations à responsabilité limitée : on peut désormais être propriétaire foncier en détenant non pas un lopin mais des parts anonymes mêmes si elles restent liées aux réseaux familiaux. À la fin du xx<sup>e</sup> siècle, plus de la moitié de la surface agricole utilisée est détenue ou gérée par des exploitations agricoles organisées sous des formes sociétaires diverses ; au début du XXI<sup>e</sup> siècle, plus des trois quarts de la surface agricole utile seront dans cette situation juridique.

Ce modèle dessine un nouveau paysage, dans la mesure où il a rompu avec une vision cyclique du temps aussi bien qu’avec une vision à long terme de la gestion du sol. La logique économique a rendu l’enrichissement proportionnel aux quantités produites ; les soutiens publics étant attribués aux produits. Plus on produit et plus on oriente vers soi les subsides publics. Ainsi la France est-elle devenue, grâce à ce puissant mouvement incitateur, le deuxième exportateur mondial de produits agricoles, le premier exportateur mondial de produits agroalimentaires. En cessant d’être une société agraire, la France est devenue une grande puissance agricole et agroalimentaire.

La culture paysanne est entrée en conflit avec cette vision “minière” de l’agriculture, moins soucieuse du patrimoine agronomique, géologique, hydrologique que des rendements. Et même une partie du territoire naguère cultivée est apparue comme inutile ou facultative au regard de la production agricole. Aussi, parallèlement à cette évolution agraire, l’État va-t-il favoriser dès le début des années soixante les politiques de parcs nationaux et régionaux, de conservatoires. Autrement dit, la grande césure entre la terre productrice et la terre spectacle et patrimoniale. Plus même, on peut dire qu’à côté et au sein de l’espace agraire émerge un espace naturel, partiellement réensauvagé sur le modèle importé des espaces “vierges” des continents neufs du XIX<sup>e</sup> siècle <sup>6</sup>.

Ainsi a surgi une sorte de divorce : l’on a constaté soudain que l’agriculture pouvait se porter bien tandis que le paysage, lui, était mis à mal. Alors, un troisième regard s’est mis en place, voulant voir dans l’espace rural non seulement un espace de production de matières premières, mais aussi un paysage, un espace culturel et symbolique : en somme, un patrimoine national et collectif, tout comme les cent cathédrales, la tour Eiffel, les zones littorales ou le mont Blanc...

Affirmer que la campagne est d’abord un paysage, comme le fait l’opinion publique depuis la fin des années soixante, c’est poser catégoriquement une inversion des priorités dans l’aménagement de ce qui n’est pas la ville, c’est considérer le travail de la terre comme un élément qui n’a pas toute légitimité à bousculer l’organisation des espaces, c’est affirmer que le regard prime sur la production, que le droit de consommer ce spectacle du paysage existe et que cette mise en scène fait partie des

---

<sup>6</sup>. Jean Viard, *le Tiers-espace*, Méridiens-Klinsckiek, 1990.

valeurs qui nous réunissent. Une sorte de droit de regard se fait jour.

Les enquêtes d'opinion permettent d'ailleurs de constater que si les agriculteurs – seuls – continuent de considérer les campagnes comme le siège d'une activité agricole, toutes les autres catégories sociales et surtout toutes les autres catégories d'habitants, ceux des villes comme ceux des petites villes ou des villages, perçoivent maintenant la campagne comme un paysage.

Pour autant, les agriculteurs, loin de se désespérer, peuvent trouver dans ce retournement de situation une perspective nouvelle. En effet, les paysages qui font rêver sont des paysages cultivés et travaillés. La société est largement d'accord pour que le paysage soit géré par les agriculteurs et pour que ces derniers soient rétribués dans leur œuvre, non seulement de production d'alimentation, mais aussi de maintien et d'organisation de notre cadre de vie. D'ailleurs, si l'on rapproche la notion de campagne-paysage et les avis positifs recueillis auprès de l'opinion publique sur les financements des politiques agricoles, on peut penser que les Français sont acquis à la nécessité des politiques agricoles et au soutien de l'agriculture parce que, pour eux, le paysan est aussi celui qui rend attractifs les paysages qu'ils aiment. Il est probable que demain, dans des sociétés qui iront vers la réduction généralisée des interventions publiques, c'est essentiellement par ce biais que le monde agricole justifiera en partie la légitimité des fonds publics qu'il reçoit.

Autrement dit, c'est aux agriculteurs eux-mêmes à entrer dans le paysage pour rester paysans ; ce n'est pas autre chose que leur demande la société moderne du XXI<sup>e</sup> siècle commençant, cinquante ans après que l'Europe de l'après-guerre leur eut demandé de se consacrer en priorité à la question de la sécurité alimentaire intérieure, et un peu plus d'un siècle après que la République chancelante se fut appuyée sur eux pour exister.

Le paysage rural, hier comme aujourd'hui demeure un produit de l'agriculture, à une nouveauté près, considérable : hier, le paysage était une résultante ou une conséquence ; aujourd'hui, il est, en soi, une production... et un appel pour l'agriculture. Le paysage ne s'hérite plus, il se construit ou se reconstruit.

Et l'agriculture, dans ce processus, redevient culture. La dualité territoriale des années soixante entre espaces de production et espaces protégés tend peu à peu à reculer. Pas par recul de l'enjeu, mais par fusion des imaginaires, des pratiques et des politiques publiques. L'ensemble de la campagne est publicisé comme spectacle et lieu de promenade au moment même où il retrouve une fonction identifiante nationale forte. Les agriculteurs se mettent à être aidés à partir de projets territoriaux qui incluent pour l'espace géré par les fermes des préoccupations paysagères et écologiques. L'agriculture de terroir qui est celle qui inclut le plus d'imaginaire culturel des lieux dans ses productions devient un secteur porteur à forte marge. Secteur peu à peu rejoint par une agriculture biologique en forte croissance.

En contrepartie, la remise sur l'ouvrage des lois forestières et des périmètres des parcs est devant nous. La loi sur les pays devrait favoriser un élargissement considérable du nombre et de l'étendue des parcs, mais en faisant évoluer leur fonction vers une articulation de pays sous l'ordre

d'une forte contrainte de respect des écosystèmes et de la mémoire culturelle et patrimoniale.

Les tensions entre les modes de gestion possible de ces espaces découlent de cette double évolution portée en fait par l'unité forte d'un nouveau regard paysager, agricole et identitaire. L'ancienne légitimité des patrons de fermes sur l'ensemble de ces espaces ralentit les évolutions politiques à l'œuvre, mais les tensions visibles autour de la chasse, de la ruralité traditionnelle, voire du principe de précaution désignent de futurs fronts de conflits. Jusqu'à quand la très forte unité de classe et de conscience de classe de la paysannerie empêchera-t-elle la mise en concurrence de deux modes de gestion politiques des campagnes ? Il est difficile d'y répondre. Mais rien n'interdit de penser qu'entre la France de l'Ouest et du Sud-Ouest et le reste du territoire anciennement rural, les évolutions soient sensibles dans les décennies futures.

Nous sommes ainsi à la fin de la période qu'a ouverte l'exode rural, initiée à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Cet exode-transformation sociale et politique peut certes se poursuivre plus ou moins suivant les politiques qui seront menées. Mais qu'il y ait dans l'avenir 3 % ou 5 % d'agriculteurs en France ne changera plus la place des patrons de fermes dans la gestion politique et symbolique du territoire. L'immense faucheuse de l'exode rural, accélérée de brutale manière par la Grande Guerre de 14-18, a été vécue autant comme destructrice d'un équilibre productif et social que comme destructrice d'un système de valeurs par lequel la civilisation ancienne avait été inscrite dans la modernité. On sait bien comment ce sentiment de perte de sens contribuera à construire les valeurs de Vichy.

D'autant qu'en France, ce n'est qu'en 1932 que la ville fut plus peuplée que la campagne. 1932, sortie publique du recensement, en 1934, émergence des "chemises vertes" d'extrême droite, moment des angoisses les plus fortes qui ont traversé les campagnes quand elles se sont rendu compte que la modernité émergeait sans elles. Et la même analyse vaut aussi à l'époque pour l'Allemagne et l'Italie. Cette transformation gigantesque n'a pas été portée politiquement, alors même que c'était une des bases symboliques de la III<sup>e</sup> République qui s'effritait ; il n'y avait quasiment pas d'élus paysans à la Chambre de cette époque et, pour les grands partis, cette évolution était "le progrès, donc le bien". Les paysans et les ruraux, eux, se sont sentis abandonnés. Ce sentiment d'abandon peut renvoyer à d'autres événements récents. Quand, face à l'effondrement récent de la classe ouvrière – en nombre de travailleurs et en conscience de classe –, la faiblesse du portage politique de ces souffrances individuelles et de cette mutation collective a, à nouveau, favorisé la montée d'une nouvelle extrême droite.

Ce fut largement le mérite du gaullisme d'avoir refondé un projet pour la paysannerie. Elle devint responsable à la fois de notre autonomie alimentaire et la construction de l'Europe. Le corps charnel de l'Europe précéda ainsi l'Europe politique et l'Europe de défense. Sans parler de l'Europe des peuples.

Mais dans ce moment même où la paysannerie retrouvait une fonction fondatrice dans l'aventure commune, les mêmes décideurs ouvraient à une transformation de la légitimité paysanne "sur ce qui n'était pas la ville". La politique des parcs, les villes nouvelles, les politiques de constructions, de transports..., autant d'éléments qui n'ont depuis cessé de réaffecter une part du sol national à d'autres responsabilités et usages que la paysannerie.

Et il n'est pas question que d'hectares transformés. Il est question de légitimité déplacée.

En réalité, 1984 rend visible de manière collective ce tournant amorcé dans les années soixante : le jour où en France et en Europe, la question de la surproduction agricole a été reconnue et réglée par la mise en œuvre des quotas laitiers. Ce jour-là, une nouvelle orientation politique devait se dessiner pour le monde agricole. Voire une rupture entre l'agriculture qui pouvait introduire de la plus-value culturelle et imaginaire dans ses productions et celle qui n'était rendue qu'à des logiques de quantités limitées.

En outre, la nouvelle politique des "pays" va éloigner la responsabilité du maillage microcommunal, au moment où la pression de l'écologie urbaine propose une autre perception de la place de la nature et du vivant dans la campagne. Le travail des parcs se poursuit qui contribue à construire une classe politique nouvelle qui, peu à peu, remplace le lien de proximité par des stratégies de chartes, d'adhésions volontaires... Dans un cas comme dans l'autre, le lien entre production et territoire, entre société et territoire n'est plus hérité, il est reconstruit.

Et l'on voit même, plus récemment, le ruralo-culturel se révolter contre la nature néo-urbaine (si on peut faire image) : la chasse en est un bon exemple comme les succès électoraux de Chasse, pêche, nature et tradition, voire les débats sur les productions transgéniques ; le refus français n'est-il pas pour une part le refus d'une ligné génétique non nationale que viennent renforcer les angoisses des graines stériles ?

Alors, quand on observe le dernier carré des travailleurs de la terre se serrer fidèlement autour des institutions de la République, on ne peut manquer d'être saisi par une certaine nostalgie. Car dans nos sociétés

dominées par l'autonomie de soi, la mobilité, l'imprévisibilité sociale et personnelle, cette fidélité aux institutions paraît perdue. Si on avait su, depuis le recensement de 1932, adapter les échelles politiques aux déplacements des populations, sans doute il n'y aurait pas face à face une densité démocratique quasi extrême dans les campagnes et un vide démocratique dans d'immenses cités qui ne sont pas des unités politiques. Et cette dissymétrie démocratique, au-delà des liens sociaux qu'elle crée ou ne crée pas, se mesure aussi en argent public et en valorisation symbolique. L'apparition aux contours encore mal définis d'un champ politique qui rapproche la défense de traditions locales, la culture de certains terroirs très typés, le modèle alimentaire français, certains refus de la mondialisation... découle de ces évolutions.

## **La campagne, bonheur des urbains**

Nous étions tournés vers les villes, et de plus en plus nous nous tournons vers l'urbanité : d'un type de lieu, opposé donc à d'autres types de lieu – ce qui n'était pas la ville, pour les uns la campagne, pour d'autres la nature –, nous sommes passés à des modes de relations des individus entre eux, aux savoirs, à la santé, à l'éducation, qui se sont délocalisés. Nous nous retrouvons ainsi tous appartenir à la même métaculture. Dans une situation inverse, mais au fond assez proche de celle que nous avons connue au temps de la civilisation rurale dominante. Il y a encore cinquante ans, quand on a construisait la politique agricole commune, un paysan du Berry ou de Provence avait des visions du monde et de la vie très

différentes de celles d'un Parisien de banlieue ou d'un Italien de Rome. Aujourd'hui, ces visions du monde sont plus proches, même si demeure la différence des univers symboliques, des mémoires et des pratiques.

Les territoires deviennent alors d'abord des signes de références identitaires, nourries d'une logique vécue de comparaisons. Hier, on fusionnait avec un lieu par le travail du corps, le corps à corps avec la terre. Aujourd'hui, dire : "je suis Castillan, je suis Provençal..." est un signe d'appartenance qui permet de poser un repère face à la globalité. En français, on peut faire un jeu de mots et dire qu'on passe de la logique de repaires à celle des repères. Alors le territoire, y compris de l'agriculture, devient un territoire qui va référer l'appartenance d'individus qui n'ont rien à voir avec l'agriculture; mais qui vont se sentir concernés directement par le fait que l'agriculture entretienne bien ou pas, modifie les paysages ou pas... La campagne n'est plus le "hors ville à moderniser et techniciser" pour l'arracher à sa vieille culture ancestrale et archaïque, la campagne est un des monuments de la civilisation urbaine. Cette légitimité nouvelle peut jouer en particulier pour relégitimer – nous l'avons dit – le financement des politiques agricoles qui doivent alors devenir des financements spatialisés. On est passé de la légitimité alimentaire à une légitimité identitaire.

Et cela se lit très nettement dans le changement d'images de la campagne <sup>7</sup>. Aujourd'hui, la campagne est le symbole de la liberté, en tout cas en France. Quand, dans les études d'opinions, on demande aux gens : "la liberté pour vous, c'est plutôt la ville ou plutôt la campagne ?", ils répondent massivement : la campagne. Or la ville a rendu libre dans toute l'histoire de l'Europe. Certes, il ne s'agit pas exactement de la même

---

<sup>7</sup>. Bertrand Hervieu, Jean Viard, *Au bonheur des campagnes*, l'Aube, 1996.

liberté : aujourd'hui, c'est celle de l'individu autonomisé évidemment, alors qu'avant, c'était plutôt la liberté collective face aux seigneurs. Mais chaque époque a son idée de la liberté.

Par ailleurs, quand on demande : "la campagne, c'est d'abord l'agriculture ou d'abord un paysage ?", le paysage triomphe, y compris chez 40 % des exploitants agricoles. Troisième élément important, quand on demande : "la beauté, c'est plutôt la ville ou plutôt la campagne ?", la campagne à nouveau triomphe. Idem pour la santé qui est, ne l'oublions pas, est un des grands territoires économiques du présent et de l'avenir.

Certes, les gens veulent une campagne avec des paysans, ils ne veulent pas une campagne avec des jardiniers fonctionnaires. Car la campagne, notamment en France, est un espace construit où la nature a toujours fait un peu peur dans ce vieux pays à racines catholiques – des pays protestants auraient sans doute des réactions un peu différentes. Mais de toute façon, cette campagne, ils l'aiment, rêvent d'y habiter et d'y séjourner.

Et cette appropriation collective nouvelle est, pour les agriculteurs, si ils savent l'entendre et en jouer, un atout important. Dans cette campagne publicisée comme figure du pays, les agriculteurs deviennent les gardiens de ce référent identitaire. Ils ne doivent plus alors se considérer comme les maîtres et protecteurs des campagnes, mais comme les travailleurs de notre mythologie collective : car en publicisant ses campagnes, notre modernité a fait entrer le paysan dans l'espace public, y compris quand il est tranquillement dans "son" champ.

Le corollaire extérieur de ces mutations internes entraînées par l'urbanisation généralisée a trait à la nature des limites extérieures des territoires que nous sentons nôtres. Les frontières politiques reculent dans leurs effets – là, l'euro va jouer un rôle symbolique capital, car la monnaie est le premier unifiant territorial, avant la langue. Or les territoires où les individus se sentent chez eux sont des territoires dont ils peuvent symboliser les frontières dans leur tête. Hier, il y avait des frontières politiques et militaires, avec des douaniers, des barrières et des contrebandiers. Aujourd'hui et plus encore demain, il y aura des frontières naturelles, des rivages, des ruptures de paysages. Autrement dit, un retour de la géographie face à l'histoire avec un rôle renforcé de ce qui se voit quand on se déplace ou quand on regarde dans le poste de télévision (avec le grand problème que cela pose avec le retour des débats sur les différentiations des hommes entre eux par la couleur).

Cela entraîne une dualisation croissante entre territoires. On ne peut plus parler des territoires d'une manière homogène : il n'y a plus d'opposition ville-campagne structurante et homogène. Il y a d'un côté, des villes-régions organisées autour de grandes villes puissantes et, d'un autre, des territoires qui sont organisés sur une urbanité diffuse. En France, pour l'essentiel, nos parcs régionaux couvrent déjà 10 % du territoire mais devraient atteindre à 30 ou 40 %. À terme, on aura deux logiques territoriales, d'un côté, un grand territoire urbain – avec l'essentiel de la production agricole et, de l'autre, un territoire vert, avec une activité rare, y compris en agriculture.

L'enjeu devant nous, c'est de passer d'une perception ville/campagne à cette perception nouvelle. Et d'organiser la diversité des territoires entre le vert et ces mégacités européennes. Cela doit fonder l'originalité de l'Europe dans une culture territoriale qu'on ne retrouve nulle part ailleurs.

La richesse – et l'équilibre – des rapports entre la terre et l'urbanité est un atout caractéristique de l'Europe qui est déjà perçu par les populations comme un élément identitaire fort dans un monde où, par la télévision, il voit tous les soirs des paysages américains vides ou des mégalopoles du tiers monde. Le meilleur moyen de lutter contre l'envahissement de ces deux modèles, c'est de favoriser l'urbanité généralisée du territoire de la Communauté européenne. Cela seul peut permettre d'éviter le besoin d'accumuler des hommes sur de trop petits espaces comme de délaisser complètement des régions entières. Cela seul peut permettre d'éviter de perdre la richesse culturelle immense construite de tant de petits pays, de microlieux travaillés pendant des millénaires.

Un des grands enjeux de la France et de l'Europe est alors d'organiser cette diversité dans le cadre de la relecture de l'urbanité généralisée produite par notre civilisation de la mobilité. Et le rôle ici des agriculteurs est immense s'ils ont bien conscience de la mission qui est réellement la leur et qui est comme un double symbolique de la fonction alimentaire.

## **Vers le droit au patrimoine**

Pour vraiment cerner ces enjeux de nature symbolique et patrimoniale, il faut à ce moment du parcours se demander – de manière plus générale –

ce que devient la place du patrimoine dans notre société. Quelle place doit-on lui octroyer, ou l'empêcher de s'octroyer ? Son rôle de valeur refuge ne risque-t-il pas de nous envahir ? À l'inverse, la non-mise en partage de sa connaissance ne génère-t-elle pas des exclusions nouvelles, des difficultés à faire société ensemble ? Car l'idée de patrimoine fut longuement défensive. Surtout après 1789 et face au véritable culte de la modernité qui marqua la révolution industrielle et la période fordiste. Mais maintenant, dans un monde qui ne rêve plus de son futur, au sein de cultures nationales taraudées par des tendances à la diversité, la pluralité, parfois la balkanisation, comment se lier aux marques du passé pour faire repère dans l'ère globale, et non repaires contre les autres ? Pour approfondir l'aventure de vivre et non les opposer ?

Ce court texte ne saurait résoudre ces questions. Juste les poser. Et ce sans sous-estimer la nostalgie qui nous envahit face au monde d'hier, ni le risque de valeur refuge que peut prendre le passé – y compris dans des stratégies de domination sociale face aux plus opprimés – à qui un passé mythifié peut être offert comme un substitut à la volonté de lutter pour un monde meilleur.

En même temps, une pensée de gauche encore tout imbue de l'idée de faire table rase du passé passerait, elle aussi, à côté de ce qu'il y a de fondamentalement humain dans l'acceptation de la place relative de chacun dans le fil de l'Histoire. Cela aussi, la rencontre avec le patrimoine le porte. Cela aussi est nécessaire à mettre en partage dans un monde où, trop facilement, l'individu semble triompher sans autre but que lui-même.

Autrement dit, le rapport au patrimoine est profondément politique. Car les relations que les différents groupes sociaux et les différents individus entretiennent avec lui sont une part de la définition même des

appartenances dans la cité et de l'identité des individus.

À l'origine, le patrimoine, c'est le bien du père. Puis, au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, c'est devenu le bien des ancêtres, un bien collectif. On l'a protégé à partir de la Restauration dans une logique défensive, de protection de biens, d'immeubles, de valeurs qui avaient été bousculées par les mutations sociales et politiques.

Parallèlement, aux États-Unis, des protestants, en créant en 1860 le premier parc naturel à Yellowstone, applique la même logique de protection, mais cette fois vis-à-vis de la nature comme œuvre de Dieu. Là encore, des hommes n'ont pas eu absolument confiance dans la capacité du progrès à créer plus de beauté que le passé – ou l'œuvre supposée première de la main de Dieu – ne l'a fait. Voire, cette beauté-là, leur est, à eux, étrangère.

Cette problématique est au fondement de la protection patrimoniale. Par certains côtés, on peut dire qu'il s'agit d'un "archaïsme modernisateur", d'une réaction qui, sur le long terme, prépare le futur, sans peut-être le vouloir ni le savoir. La rapidité des transformations sociales – ou des migrations – bousculant les groupes socioculturels au sein même de générations voisines. Alors, des "porteurs de passé" voisinent avec des "porteurs de futur". Et en fonction de la conjoncture politique, ils arrivent ou non à faire œuvre ensemble avec les biens du passé humain ou préhumain.

Cette logique, au départ souvent portée par des groupes dominants ayant perdu leurs pouvoirs de domination et de création, a favorisé la (re)découverte du passé face à des inquiétudes sur l'avenir. Comme elle était portée, chaque fois, par un groupe particulier, la protection fut ciblée, au cas par cas, sur leurs œuvres patrimoniales particulières. Traces

préchrétiennes, traces chrétiennes, châteaux, œuvres de nature ont ainsi été patrimonialisés au fil du temps. Jusqu'aux traces populaires, à la civilisation rurale en soi. Dès le colloque de Lurs en 1966 où furent inventés les parcs régionaux, protecteurs de la campagne-civilisation et protecteurs de la campagne-nature qui voisinèrent sans se comprendre. Si les seconds ont semblé à l'époque l'emporter, forts des modèles du nouveau monde, peu à peu, l'épaisseur politique du mode de gestion des parcs et les attentes de notre fin de siècle semblent avoir rééquilibré la part respective de ces deux logiques.

La question qui intéresse le sociologue est, bien sûr, celle de la genèse de cette invention. Mais ensuite, il s'interroge sur l'inscription actuelle de ce "stock patrimonial" dorénavant largement accepté – y compris par les apports nouveaux de cultures hier méprisées ou rejetées –, ce dans une époque où les rapports entre futur et passé changent très profondément. Aujourd'hui, le patrimoine est un capital richesse largement reconnu, visité, affectonné d'une société immatérielle.

On est passé en trente ans d'une culture multiséculaire de la conquête, de la maîtrise par la technique de la nature et de la mutation sociale, à la question du "comment peut-on désirer habiter ce monde fini ?" Retournement saisissant de perspectives. Entrée dans un savoir désirer vivre nouveau qui, pendant une très longue période, habitera une planète finie.

Alors, la diversité se met à faire richesse. Celle d'ici et maintenant. Car il n'y plus rien "au-delà des collines". Le patrimoine devient un des éléments de cette diversité limitée ; et de la question du "comment allons-nous la faire vivre et en favoriser la créativité ?"

En contre-point, nous sommes face à une montée de forces politiques qui prétendent réinstaller des valeurs du passé, des pratiques du passé, une culture du passé au cœur du présent : mais un passé largement mystifié, purifié des mouvements et des opacités, qui justement forme tout présent.

Quand on travaille sur le patrimoine, on ne peut pas ne pas se poser la question de cette bataille autour de l'idée du passé, de "notre" passé, de sa réinvention et de son instrumentalisation. Comment alors valide-t-on le patrimoine comme marqueur de la mobilité historique des sociétés et non de leur immobilisme ? Comment le met-on en partage entre les divers groupes socioculturels ?

Pour ce faire, il nous faut savoir mettre en histoire l'ancienne culture patrimoniale. Se dire que, "hier", dans une société qui était très tournée vers le futur, s'est construite une culture patrimoniale quasiment inexistante auparavant, politiquement en rupture avec la relation des sociétés anciennes avec les lieux de leurs propres passés. De nombreuses règles et normes protectionnistes furent érigées, de manière souvent défensive. La protection y était parfois "une fin en soi" : les protecteurs ayant souvent le sentiment d'être les gardiens des "vraies richesses".

Certes, au fur et à mesure que le désir de futur nous a fuis, la relation au patrimoine a évolué. Aussi bien vis-à-vis du patrimoine culturel que naturel. Sans qu'il soit possible d'établir un lien simple et linéaire, on ne peut que constater – sur les trente dernières années – ce chassé-croisé du mythe révolutionnaire et de la consommation patrimoniale. Mais cette démocratisation ne nous a pas pour autant fait beaucoup travailler sur "le droit au partage patrimonial" pour faire société ensemble dans une époque inquiète, mobile et imprévisible.

Alors aujourd'hui, il nous faut penser le patrimoine au cœur de la nouvelle manière qu'ont nos sociétés de faire richesse. Dans un monde fini, la concurrence des territoires prend une place nouvelle. La cohésion sociale et culturelle de chaque territoire définit une part de nos appartenances, source de confiance et de créativité individuelle et collective.

Dire que l'économie est de plus en plus immatérielle ne dit pas autre chose. La question économique du savoir produire est moins oppressante – la machine peut presque le faire elle-même. En revanche, celle des diversités créatrices et culturelles dans des aires de cohésion souplement organisées devient primordiale.

Le stock mémoire de chacune des sociétés, la façon dont il a été protégé ou détruit, devient un enjeu décisif : en termes politiques d'appartenance et en termes de concurrence dans la créativité culturelle et économique. Aussi la protection change-t-elle d'enjeu. La culture patrimoniale telle qu'elle a été construite doit se poser la question de sa mise en partage, de sa mise en ludisme au cœur du quotidien.

L'enjeu est de regarder les monuments, la campagne en soi, chaque lieu en particulier comme éléments construits du "capital" culturel d'un territoire à l'égal des savoir-faire et du savoir-vivre des habitants actuels du lieu. Et comment faire de ceci un usage partagé dans une société de mobilité où trop souvent la connaissance par les habitants de leurs propres territoires est devenue si ténue.

Nous sommes, d'une certaine manière, retournés à une complexité primitive, mais cette fois-ci à l'échelle du globe même. Le monde d'aujourd'hui nous paraît peu compréhensible, non gouvernable, largement dirigé par des forces qui échappent à notre culture de la cité démocratique. Sans doute comme son environnement quotidien pour un chasseur cueilleur

de jadis.

Souvent, ce monde fait peur. Peur face à la difficulté à prévoir le devenir. Crainte que ce devenir soit un vaste mélange de ruines culturelles mises en marché à grand renfort de publicité. Aussi la diversité culturelle comme la diversité écologique deviennent-elles des enjeux forts du débat politique. Pas pour transformer la terre en musée. Mais pour inventer des manières de “faire terre” ensemble sans perdre l’atout des créativité multiples du passé, mais sans, non plus, tuer les créativité du présent au nom même de ce passé à protéger.

Le passé nous est devenu aussi contemporain que le lointain, proche. Le temps et l’espace se réorganisent dans nos têtes. Quant on écrit : “le passé est devenu notre contemporain”, cela veut dire qu’il est devenu une des forces de vie et de production de chaque société, à l’égal des savoirs techniques, de l’éducation de masse, des créations contemporaines. Cette “contemporanéité” laïque du passé est une des faces fortes de notre modernité. Sa protection, un enjeu donc de la créativité contemporaine, la démocratisation de son accès, et sa compréhension, un enjeu démocratique en soi.

Ainsi le patrimoine change de place sociale. Il devient un *input* de modernité par sa puissance de diversité et de marqueur temporel de l’aventure de vivre. On a à le mettre en partage. Vis-à-vis des différents groupes sociaux, mais aussi en lui donnant la force de contraindre les forces techniques modernes de standardisation qui, bien souvent, créent des non-lieux où il devient impossible aux habitants de “nidifier” et d’entrer dans le territoire de la cité politique.

Il y a là un enjeu très citoyen, comme on dit aujourd'hui ; la gestion du passé, la gestion politique du passé, est devenue une importante question de société. C'est une question tout à fait importante pour approcher le futur avec moins d'angoisse : comment peut-on faire "tête ensemble" entre les différentes parties d'une population pour que les lieux patrimoniaux soient des lieux d'usages normaux, partagés ? Et non des lieux appropriés uniquement par les élites sociales comme, dans nos sociétés, c'est déjà le cas de la plupart des lieux à forte charge patrimoniale ? Cette question passe peu à peu de la sphère éducative et culturelle à celle du politique.

\*

## **Conclusion : La campagne française ou le local de la mondialisation**

Si on rapproche, finalement, les différentes entrées que ce texte propose, la question au départ assez simple de l'évolution du monde rural, de son rapport au politique et du rôle patrimonial de la campagne devient une question politique collective extrêmement complexe. On se retrouve au cœur même de la structure de notre modèle d'identité collective républicaine, là où la République des Jules est allée chercher l'enracinement de la République dans une société paysanne encore plus dominée par le village et l'Église que par les mythes de la République laïque universel. Et en devenant minoritaire, la classe paysanne a légué à la collectivité culturelle française la relation entre le travail de la terre et les vertus républicaines par où le cheminement républicain avait dû passer pour combattre la culture traditionnelle de la fille aînée de l'Église. Nous

avons montré le culte fort des institutions qui découle de ces deux filiations successives.

Certes – comme disaient les protestants sous Louis XIII –, ce legs n'est pas total. Pour une part même, il se fait par défaut, voire en conflit avec les attentes plus écolo-naturelles que secrètent nos immenses sociétés périurbaines d'éducation de masse. Pour partie même, ces attentes-là ont été codifiées par des pensées globalisées issues de sociétés plus soucieuses pour des raisons historiques et religieuses de la nature “en soi” que la nôtre. Pensons aux relations entre écologie, protestantisme, protection de la nature, culture anglaise...

En suivant les analyses de Jérôme Jaffré, nous avons pointé les deux “hauts lieux” politiques et symboliques où cette dualité est la plus caractéristique, les Verts-urbains-femmes diplômées d'une part, les Chasseurs-ruraux-hommes de l'autre. Sans doute pourrait-on ici se rappeler que ce sont souvent les jeunes filles qui, les premières, ont quitté les campagnes, soulignant ainsi que l'arrachement à la terre patriarcale est une ancienne question inséparable de la liberté que la ville a donnée aux femmes – et à la féminité comme marque d'une nature acceptée. Nous avons aussi insisté sur les différences entre la France de l'Ouest et du Bassin parisien et le reste du territoire dans une pensée prospective de ces évolutions.

Aujourd'hui, ces deux ensembles de questionnements, de pratiques, d'usages, de cheminements sont confrontés ensemble à l'évolution de nos modes d'usage du territoire national. Tant dans l'étalement de nos villes loin au cœur des campagnes périurbaines que dans nos pratiques ludiques de l'ensemble des espaces ruraux et naturels aujourd'hui publicisés. Mais aussi dans nos interrogations existentielles et identitaires sur les

appartenances collectives dans une société de plus en plus globale où émerge une terre-patrie, comme le dit Edgar Morin<sup>8</sup>. Comment alors appartenir au proche, comment multiplier des appartenances par nature évolutives et instables ?

C'est là que le legs du mythe national de l'unité des campagnes comme corps charnel d'une République pensée en couple avec la ville-tête-capitale prend toute sa place. Cette unité profonde, enracinée au cœur de nos croyances, lutte contre les forces de l'éclatement territorial porté par les diversités régionales revisitées de la puissance nouvelle des villes-régions entrepreneuriales. L'unité de la conscience collective paysanne demeure ici un atout unifiant fort, sans doute égal à ceux qui animent les "autres" grands corps de l'État français, en particulier sa fonction publique, ses grandes écoles et sa classe politique.

Alors, le grand passage entre la vieille civilisation rurale réorganisée par la III<sup>e</sup> République et le monde paysan comme un des producteurs nécessaires d'une société moderne, ce grand passage est effectué. Illustrons simplement cette hypothèse par le fait que, malgré les problèmes entre écologistes et agriculteurs, 66 % d'entre eux trouvent positive la protection de l'environnement. Peu à peu, une vision commune du territoire se construit. Mais pour en penser la dynamique, il faut s'ouvrir à une pensée des diversités et ne pas croire que s'opère une progressive substitution entre modernité – sous-entendue écologique – et archaïsme – sous-entendue ruralo-paysanne.

---

<sup>8</sup>. *Terre-patrie*, Seuil, 1999.

Les évolutions décrites ne signent pas la fin de la classe paysanne avec ses particularités. Si Henri Mendras a eu raison d'analyser la fin des paysans – comme Alain Touraine a analysé la fin des ouvriers –, cela n'empêche pas la permanence d'une minorité créatrice fière de ses particularités. Et un des grands enjeux de nos sociétés est justement de ne plus vouloir raboter ces particularités forcément minoritaires au nom de règles assimilationnistes. Comment penser la paysannerie comme un groupe parmi d'autres au sein d'une société plurielle devient alors une question du présent.

Nous devons apprendre à nous interroger sur les rapports sociaux entre minorités, et avec ces minorités. Pour la campagne, l'analyse du groupe paysan lui-même est bien sûr un élément indispensable de ces réflexions, à mettre en relation avec la perception (de plus en plus massive) de la campagne comme un paysage, immense mouvement de publicisation qui est une forme de reconquête du territoire.

Cette mise en image-paysage de la campagne est le nouvel unifiant de ces territoires ruraux par où il s'intègre à notre société du spectacle et du regard, mais face maintenant à l'archipel des fermes qui ne tiennent physiquement plus que la moitié du corps charnel de la patrie. Et qui symboliquement ne l'unifie plus. Grâce à cette unité nouvelle, l'héritage unifiant du modèle paysan de la III<sup>e</sup> République a pu être découpé entre les agricultures de terroirs où l'image culturelle constitue l'essentiel de la valeur marchande, l'agriculture industrielle, les espaces naturels et la consommation spatiale urbaine et périurbaine... Malgré ce dépeçage de la terre paysanne, l'unité symbolique de la nation n'en est pas moins garantie. Mais aujourd'hui, d'abord par la symbolique du paysage.

Ainsi la *domus* paysanne n'est plus fusionnelle symboliquement avec le corps charnel de la République. Elle est en train de vivre, parfois difficilement, cette décohobitation. Mais culturellement, elle reste la gardienne d'un temple dépeuplé qui fournit le pétrole vert de l'indépendance alimentaire du pays. Que de contradictions symboliques, de permanences vécues, de transformations oubliées aussi. Pour faire image, on pourrait dire que ce qui change le moins, c'est la conscience de classe et le polissage des lieux. Pour le reste, la société technologique et la mobilité collective traversent la vie paysanne comme la vie en général. Mais avec cet ancrage dans le temps et le lieu si particulier.

Il va donc falloir apprendre à penser la France des fermes, avec sa forte culture collective, son attachement et sa fidélité aux institutions, sous la forme d'un archipel spatial. Les 680 000 fermes de l'hexagone vont devenir la base territoriale d'une minorité dotée d'un fort sens communautaire et particulier. La gestion du rural n'est plus le fondement de leurs légitimités républicaines. Le rural disparaît au profit d'une urbanité généralisée dont la gestion des parties peu denses est en mutation.

L'archipel paysan se dessine alors comme la nouvelle étape d'organisation du monde de la terre. Il restera bien sûr un acteur fort de la société générale et un acteur prioritaire des territoires peu densément peuplés. Mais pas de tous. Uniquement de ceux où l'agriculture tiendra l'essentiel du sol. Et rien de plus. À côté, parfois en face, une autre approche de l'idée de nature cherche sa voie, et la construction de la campagne comme espace publicisé tend même à limiter la responsabilité du paysan sur son propre terroir.

Lentement, la réorganisation politique du territoire avec les “pays” va faire émerger une nouvelle classe politique dans les campagnes. Le risque est alors que, comme dans les cités, les paysans devenus avant tout entrepreneurs de production de produits de la chaîne agroalimentaire ne soient marginalisés dans les rapports de forces politiques. La résistance des conseils généraux aux évolutions des débats exprime pour une bonne part ces difficultés. Mais quand les départements se retrouvent gouvernés notamment par 604 retraités, 532 professeurs et 300 agriculteurs, leurs capacités de représentations sociales deviennent problématiques. Les agriculteurs risquent bien de faire les frais des évolutions nécessaires.

L'attachement de l'archipel paysan aux institutions paraît aller au-delà d'“un retour sur investissement” ou d'une logique clanique et clientéliste. Il paraît aussi être le solde d'un compte républicain issu d'une époque où l'on organisait le territoire politique avec un projet symbolique et démocratique. Est-ce trop demander que d'espérer, un jour, un nouveau Gambetta pour notre temps de mobilité, dans un monde globalisé où, toujours, nous avons besoin de repères et de cadres politiques porteurs de sens ?

## Annexes

**Résultats de l'enquête sur "L'Univers Socio-Politique du Monde Agricole"**

*Sondage exclusif Cevipof - Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, réalisé par CSA OPINION*

**Fiche technique :**

Sondage exclusif CSA OPINION /le Ministère de l'Agriculture et de la Pêche / le Cevipof réalisé du 22 septembre au 5 octobre 1998 auprès d'un échantillon national représentatif de 1601 personnes âgées de 18 ans et plus. Cet échantillon trois sous-échantillons représentatifs de 599 chefs d'exploitation agricoles, 502 aides familiaux et 500 agriculteurs retraités.

Les échantillons ont été constitués selon la méthode des quotas (sexe, âge, taille d'exploitation) et stratifié par région.

## **I - Le rapport à la Société**

## Le sentiment d'être heureux

**QUESTION – Aujourd'hui, diriez-vous que vous êtes très heureux, plutôt heureux, pas très heureux ou pas heureux du tout ?**

	Monde Agricole				Comparaison (*) Ensemble des Français %
	Ensemble %	dont			
		Chefs d'exploitation %	Aides familiaux %	Agriculteurs Retraités %	
- Très heureux.....	19 } } 74	17 } } 70	26 } } 82	15 } } 71	22 } } 78
- Plutôt heureux.....	55 } } 24	53 } } 27	56 } } 17	56 } } 27	56 } } 21
- Pas très heureux.....	21 } } 24	23 } } 27	14 } } 17	25 } } 27	17 } } 21
- Pas heureux du tout.....	3 } } 24	4 } } 27	3 } } 17	2 } } 27	4 } } 21
- Ne se prononcent pas.....	2	3	1	2	1
<b>TOTAL .....</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

\* Sondage exclusif CSA Opinion / La Vie / Le Secours Catholique réalisé en octobre 1996 auprès d'un échantillon national représentatif de 1000 personnes âgées de 18 ans et plus

## Les valeurs du monde agricole

**QUESTION – Pour chacun de ces mots, dites-moi s'il évoque pour vous quelque chose de positif ou quelque chose de négatif ?**

**Tableau récapitulatif : Ensemble du Monde Agricole**

	Positif	Négatif	Ne se prononcent pas
- Santé ..... 100 %	88	9	3
- Tranquillité ..... 100 %	85	12	3
- Travail ..... 100 %	84	10	6
- Liberté ..... 100 %	84	13	3
- Plaisir ..... 100 %	82	12	6
- Solidarité ..... 100 %	80	16	4
- Beauté ..... 100 %	76	13	11
- Tradition ..... 100 %	75	15	10

**QUESTION – Pour chacun de ces mots, dites-moi s'il évoque pour vous quelque chose de positif ou quelque chose de négatif ?**

**Tableau récapitulatif : Ensemble du Monde Agricole**

<i>Suite du tableau</i>	<b>Positif</b>	<b>Négatif</b>	<b>Ne se prononcent pas</b>
- Progrès..... 100 %	75	17	8
- Loisir ..... 100 %	72	24	4
- Egalité..... 100 %	68	24	8
- Religion ..... 100 %	64	24	12
- Retraite ..... 100 %	52	40	8
- Conservatisme ..... 100 %	49	36	15
- Solitude..... 100 %	29	66	5

## Les principales menaces qui pèsent sur la famille

**QUESTION – Parmi la liste suivante, pouvez-vous me dire ce qui menace le plus la famille ?**

	Monde Agricole					Comparaison(*) Ensemble des Français
	Ensemble		dont			
	%	Rang	Chefs d'exploitation %	Aides familiaux %	Agriculteurs Retraités %	
- L'accroissement du nombre des divorces .....	43	1	39	45	46	(**)
- La perte d'un certain nombre de valeurs.....	29	2	34	27	25	30
- La crise économique.....	24	3	28	25	18	46
- La télévision .....	24	3	23	25	23	31
- Le travail professionnel des femmes.....	20	5	19	21	19	15
- La montée de l'individualisme.....	17	6	19	22	11	26
- Le mode de vie moderne.....	16	7	17	16	15	30
- L'absence des pères.....	15	8	16	17	11	27
- Rien .....	2		2	1	2	1
- Ne se prononcent pas.....	8		6	7	10	1
<b>TOTAL .....</b>	(1)		(1)	(1)	(1)	(1)

\* Sondage exclusif CSA Opinion / La Croix en janvier 1994 auprès d'un échantillon national représentatif.

\*\* Nouvel item

<sup>(1)</sup> Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner trois réponses

## Les représentations de la ville et de la campagne

**QUESTION – Voici des choses qu'on entend dire, à propos de la ville et de la campagne. Pour chacune d'elles, dites-moi si vous, personnellement, vous êtes tout à fait d'accord, assez d'accord, peu d'accord ou pas d'accord du tout ?**

**Tableau récapitulatif : Ensemble du Monde Agricole**

	Tout à fait d'accord	Assez	Peu d'accord	Pas du tout	Ne se prononcent pas
- La vie à la campagne est plus agréable que la vie en ville ..... 100 %	70 <b>92</b>	22	3 <b>5</b>	2	<b>3</b>
- Les relations entre les gens sont plus humaines à la campagne qu'elles ne le sont en ville ..... 100 %	54 <b>84</b>	30	8 <b>13</b>	5	<b>3</b>
- Les gens de la campagne et les gens de la ville n'auront jamais la même mentalité ..... 100 %	54 <b>80</b>	26	11 <b>17</b>	6	<b>3</b>
- Les grandes valeurs fondamentales de notre pays sont mieux préservées à la campagne qu'en ville..... 100 %	41 <b>71</b>	30	9 <b>17</b>	8	<b>12</b>

**QUESTION – Voici des choses qu'on entend dire, à propos de la ville et de la campagne. Pour chacune d'elles, dites-moi si vous, personnellement, vous êtes tout à fait d'accord, assez d'accord, peu d'accord ou pas d'accord du tout ?**

**Tableau récapitulatif : Ensemble du Monde Agricole**

<i>Suite du tableau</i>	Tout à fait d'accord	Assez	Peu d'accord	Pas du tout	Ne se prononcent pas
- S'il n'y avait plus d'agriculteurs, le monde de la campagne ressemblerait très vite au monde des villes ..... 100 %	33 <b>55</b>	22	13 <b>37</b>	24	<b>8</b>
- La construction de l'Europe va favoriser les villes et défavoriser les campagnes ..... 100 %	24 <b>49</b>	25	13 <b>27</b>	14	<b>24</b>
- Les gens de la campagne sont plus hostiles que ceux des villes aux progrès du monde moderne ..... 100 %	17 <b>44</b>	27	22 <b>48</b>	26	<b>8</b>
- A la campagne, on n'est pas libre de faire tout ce qu'on veut parce que les gens vous observent ..... 100 %	22 <b>44</b>	22	19 <b>53</b>	34	<b>3</b>

## Les principaux inconvénients de la vie dans les grandes villes

**QUESTION – Quels sont selon vous, parmi la liste suivante, les principaux inconvénients de la vie dans les grandes villes ?**

	Monde Agricole					Comparaison <sup>(*)</sup> Ensemble des Français
	Ensemble		dont			
	%	Rang	Chefs d'exploitation %	Aides familiaux %	Agriculteurs Retraités %	
- La pollution .....	66	1	67	68	63	62
- Le bruit .....	57	2	59	57	56	37
- L'insécurité .....	57	2	59	56	55	42
- Le stress .....	54	4	56	59	47	38
- Les embouteillages et les difficultés de stationnement .....	52	5	53	54	51	40
- La solitude et l'indifférence .....	48	6	51	47	44	42
- Les mauvaises conditions de vie pour les enfants .....	45	7	45	46	43	27
- Les temps de trajet .....	37	8	40	37	32	25
- La rareté des espaces verts .....	35	9	37	36	33	27
- L'exiguïté des logements .....	34	10	38	36	28	19
- Le coût de la vie plus élevé .....	34	10	35	33	33	24
- Autres (réponse spontanée) .....	-		-	1	-	1
- Ne se prononcent pas .....	5		5	3	8	3
<b>TOTAL.....</b>	(1)		(1)	(1)	(1)	(1)

(\*) Sondage exclusif CSA Opinion / Marie-Claire réalisé en octobre 1997, auprès d'un échantillon national représentatif de 1000 personnes âgées de 18 ans et plus.

(1) Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner plusieurs réponses

## Le développement des résidences secondaires et l'avenir du monde rural

**QUESTION – Croyez-vous que le développement des résidences secondaires soit plutôt une très bonne chose, une assez bonne chose, une assez mauvaise chose ou une très mauvaise chose pour l'avenir du monde rural ?**

	Monde Agricole			
	Ensemble %	dont		
		Chefs d'exploitation %	Aides familiaux %	Agriculteurs Retraités %
- Une très bonne chose .....	11 } } 67	12 } } 65	10 } } 68	9 } } 67
- Une assez bonne chose .....	56 } } 22	53 } } 26	58 } } 23	58 } } 17
- Une assez mauvaise chose .....	17 } } 5	20 } } 6	18 } } 5	11 } } 6
- Une très mauvaise chose.....	5 } } 11	6 } } 9	5 } } 9	6 } } 16
- Ne se prononcent pas .....	11 } } 100	9 } } 100	9 } } 100	16 } } 100
- <b>TOTAL</b> .....	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

## Les activités extra-professionnelles du Monde Agricole

**QUESTION – En dehors du travail, pouvez-vous me dire, pour chacune des choses suivantes, si vous les faites souvent, de temps en temps, rarement ou jamais ?**

**Tableau récapitulatif : Ensemble du Monde Agricole**

	Souvent	De temps en temps	Rarement	Jamais	Ne se prononcent pas
- Regarder le journal télévisé ..... 100 %	81	11	4	4	-
	<b>92</b>		<b>8</b>		
- Faire ses courses au supermarché ..... 100 %	52	30	8	9	1
	<b>82</b>		<b>17</b>		
- Participer à des cérémonies religieuses..... 100 %	17	39	18	25	1
	<b>56</b>		<b>43</b>		
- Aller au restaurant en ville..... 100 %	8	38	25	29	-
	<b>46</b>		<b>54</b>		
- Partir en vacances ..... 100 %	7	28	25	40	-
	<b>35</b>		<b>65</b>		

**QUESTION – En dehors du travail, pouvez-vous me dire, pour chacune des choses suivantes, si vous les faites souvent, de temps en temps, rarement ou jamais ?**

**Tableau récapitulatif : Ensemble du Monde Agricole**

<i>Suite du tableau</i>	Souvent	De temps en temps	Rarement	Jamais	Ne se prononcent pas
- Assister à une compétition sportive ..... 100 %	11	24	17	48	-
	<b>35</b>		<b>65</b>		
- Lire des romans..... 100 %	12	20	19	49	-
	<b>32</b>		<b>68</b>		
- Aller au cinéma en ville ..... 100 %	6	19	22	53	-
	<b>25</b>		<b>75</b>		
- Militer dans un syndicat ou un parti politique ..... 100 %	5	8	6	80	1
	<b>13</b>		<b>86</b>		
- Aller au théâtre ..... 100 %	1	10	14	75	-
	<b>11</b>		<b>89</b>		

## **II - Le métier d'agriculteur aujourd'hui et les évolutions**

## L'image des agriculteurs

**QUESTION – A propos du métier et de la situation des agriculteurs dans la France de 1998, pouvez-vous me dire, pour chacune des affirmations suivantes, si vous êtes plutôt d'accord ou plutôt pas d'accord ?**

**Tableau récapitulatif : Ensemble du Monde Agricole**

	Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord	Ne se prononcent pas
- L'agriculteur doit être considéré comme un chef d'entreprise comme les autres ..... 100 %	96	3	1
- Les agriculteurs doivent être de plus en plus compétitifs..... 100 %	93	5	2
- Sans les agriculteurs, le monde rural n'existerait plus ..... 100 %	92	6	2
- Les agriculteurs ont des revenus trop modestes par rapport à leur travail ..... 100 %	89	7	4
- Les agriculteurs sont des indépendants, ils sont leur propre patron..... 100 %	84	14	2
- Les agriculteurs ont une faible couverture sociale 100 %	75	22	3
- Les jeunes ont toutes les raisons de quitter le monde agricole ..... 100 %	55	39	6
- Les agriculteurs sont insuffisamment formés aux nouvelles technologies..... 100 %	45	48	7
- Les agriculteurs ont les moyens de préparer leur avenir en l'an 2000..... 100 %	36	49	15

## Le métier d'agriculteur dans la France de 1998

**QUESTION – Quand vous pensez au métier d'agriculteur dans la France de 1998, pouvez-vous me dire tout ce qui vous vient à l'esprit ?**

	Monde Agricole				
	Ensemble		dont		
	%	Rang	Chefs d'exploitation %	Aides familiaux %	Agriculteurs Retraités %
- La liberté du travail : métier de liberté, d'autonomie, d'indépendance, on gère son temps son argent librement, on est son propre patron, plaisir de travailler en couple, du temps pour sa vie de famille, très beau métier, fier de son métier .....	16	1	20	19	9
- Métier physique, fatiguant, rythme de travail élevé, beaucoup d'heures et de travail, pas de vacances ni loisirs .....	12	2	11	14	12
- Modernisation trop rapide, évolution trop rapide, les campagnes sont remplacées par des usines, modernisation du matériel agricole, grande technologie, industrialisation de l'agriculture, monde agricole en pleine mutation .....	9	3	5	9	14
<b>TOTAL .....</b>	(1)		(1)	(1)	(1)

<sup>(1)</sup> Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner plusieurs réponses

**QUESTION – Quand vous pensez au métier d'agriculteur dans la France de 1998, pouvez-vous me dire tout ce qui vous vient à l'esprit ?**

*Suite du tableau*

	Monde Agricole				
	Ensemble		dont		
	%	Rang	Chefs d'exploitation %	Aides familiaux %	Agriculteurs Retraités %
- Faible rémunération, on gagne de moins en moins, trop de travail pour un faible revenu, différence de niveau de vie avec les citadins .....	9	3	9	9	8
- Métier de plus en plus difficile lié à la mondialisation, l'agriculture dépend aujourd'hui du commerce international, plus de compétitivité, difficultés liées à l'Europe, incertitude de la PAC, tout se décide à Bruxelles .....	9	3	9	8	9
- Désertification des campagnes, de moins en moins d'agriculteurs, pas assez de jeunes pour reprendre les exploitations, plus d'avenir dans cette profession, les agriculteurs ne trouvent pas à se marier, les agriculteurs souffrent de solitude et du manque de solidarité à la campagne .....	7	6	7	9	6
<b>TOTAL .....</b>	(1)		(1)	(1)	(1)

<sup>(1)</sup> Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner plusieurs réponses

**QUESTION – Quand vous pensez au métier d'agriculteur dans la France de 1998, pouvez-vous me dire tout ce qui vous vient à l'esprit ?**

*Suite du tableau*

	Monde Agricole				
	Ensemble		dont		
	%	Rang	Chefs d'exploitation %	Aides familiaux %	Agriculteurs Retraités %
- On est peu aidé par l'Etat, pas assez soutenus, disparité entre les régions, les agriculteurs sont devenus des "chasseurs de primes" .....	6	7	7	6	6
- Métier très aléatoire, les agriculteurs sont tributaires du temps, interrogation pour l'avenir, inquiétude pour l'avenir du métier et l'avenir en général.....	6	7	8	5	5
- Disparition des petites exploitations au profit des grandes exploitations, seules les grandes exploitations ont des subventions .....	6	7	6	6	6
- Le plaisir de travailler à la campagne : c'est plus agréable, moins de stress, on vit dans la nature, meilleure qualité de vie, tranquillité, calme, plus de solidarité à la campagne .....	6	7	7	9	2
<b>TOTAL .....</b>	(1)		(1)	(1)	(1)

<sup>(1)</sup> Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner trois réponses

**QUESTION – Quand vous pensez au métier d'agriculteur dans la France de 1998, pouvez-vous me dire tout ce qui vous vient à l'esprit ?**

*Suite du tableau*

	Monde Agricole				
	Ensemble		dont		
	%	Rang	Chefs d'exploitation %	Aides familiaux %	Agriculteurs Retraités %
- Métier de plus en plus difficile car les prix ont baissé, les prix sont faibles, il faut revaloriser les prix .....	6	7	5	6	6
- Métier de plus en plus dur, de plus en plus difficile, stressant (sans précision).....	5	12	5	4	6
- Métier de plus en plus difficile car beaucoup de contraintes administratives, bureaucratie, trop de contrôles, de moins en moins de liberté, il faut se mettre aux normes, contraintes de plus en plus lourdes en matière d'environnement .....	5	12	5	6	3
<b>TOTAL.....</b>	(1)		(1)	(1)	(1)

<sup>(1)</sup> Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner plusieurs réponses

**QUESTION – Quand vous pensez au métier d'agriculteur dans la France de 1998, pouvez-vous me dire tout ce qui vous vient à l'esprit ?**

*Suite du tableau*

	Monde Agricole				
	Ensemble		dont		
	%	Rang	Chefs d'exploitation %	Aides familiaux %	Agriculteurs Retraités %
- Trop de charges, trop d'impôts, trop de taxes, les agriculteurs sont de plus en plus endettés (achat de matériel, gros investissements...)	5	12	4	4	7
- C'est un métier essentiel pour nourrir les citadins, la terre c'est l'avenir.....	4	15	6	5	2
- Les agriculteurs sont méconnus et sous-estimés, manque de considération et de reconnaissance, ce n'est pas un métier dégradant .....	4	15	4	4	3
- Difficultés financières pour les agriculteurs retraités, petite retraite .....	4	15	3	3	5
- Métier de plus en plus difficile : on est aujourd'hui un chef d'entreprise, métier qui demande de plus en plus de connaissance, de plus en plus de formation .....	3	18	4	4	2
<b>TOTAL.....</b>	(1)		(1)	(1)	(1)

<sup>(1)</sup> Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner plusieurs réponses

**QUESTION – Quand vous pensez au métier d'agriculteur dans la France de 1998, pouvez-vous me dire tout ce qui vous vient à l'esprit ?**

*Suite du tableau*

	Monde Agricole				
	Ensemble		dont		
	%	Rang	Chefs d'exploitation %	Aides familiaux %	Agriculteurs Retraités %
- De plus en plus difficile pour l'installation des jeunes, pour l'avenir des jeunes dans l'agriculture, il faut aider plus les jeunes agriculteurs .....	3	18	2	3	4
- Les agriculteurs ont des revenus plus élevés, les conditions de travail se sont améliorées, c'est un travail aujourd'hui plus facile avec les progrès et la mécanisation .....	3	18	1	1	6
- Autres.....	3		3	3	2
- Ne se prononcent pas .....	18		17	18	18
<b>TOTAL.....</b>	(1)		(1)	(1)	(1)

<sup>(1)</sup> Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner plusieurs réponses

## L'opinion sur les principales évolutions du Monde Agricole

**QUESTION – Pour chacune des évolutions suivantes, pouvez-vous me dire si elles ont des effets positifs ou des effets négatifs sur le monde agricole ?**

**Tableau récapitulatif : Ensemble du Monde Agricole**

	Effets positifs	Effets négatifs	Effets ni positifs, ni négatifs (réponse spontanée)	Ne se prononcent pas
- La modernisation des techniques et la mécanisation ..... 100 %	77	15	5	3
- Les incitations publiques à la protection de l'environnement..... 100 %	66	23	5	6
- Les incitations financières à la préretraite ..... 100 %	50	31	7	12
- La modification des modes de production ..... 100 %	48	31	9	12
- La spécialisation croissante des exploitations ..... 100 %	43	43	7	7
- L'augmentation des aides directes aux agriculteurs ..... 100 %	37	50	6	7

**QUESTION – Pour chacune des évolutions suivantes, pouvez-vous me dire si elles ont des effets positifs ou des effets négatifs sur le monde agricole ?**

**Tableau récapitulatif : Ensemble du Monde Agricole**

<i>Suite du tableau</i>	<b>Effets positifs</b>	<b>Effets négatifs</b>	<b>Effets ni positifs, ni négatifs (réponse spontanée)</b>	<b>Ne se prononcent pas</b>
- Le développement des intrants (engrais, pesticides).... 100 %	<b>29</b>	<b>54</b>	<b>10</b>	<b>7</b>
- La multiplication des grandes exploitations..... 100 %	<b>21</b>	<b>68</b>	<b>5</b>	<b>6</b>
- La démographie agricole..... 100 %	<b>20</b>	<b>63</b>	<b>5</b>	<b>12</b>
- Le développement des organismes génétiquement modifiés (maïs transgénique, brebis clonées) ..... 100 %	<b>13</b>	<b>67</b>	<b>5</b>	<b>15</b>
- Le niveau des prix des principaux produits..... 100 %	<b>13</b>	<b>77</b>	<b>4</b>	<b>6</b>
- La disparition des petites exploitations..... 100 %	<b>11</b>	<b>83</b>	<b>3</b>	<b>3</b>
- La disparition des commerces et services publics de proximité..... 100 %	<b>10</b>	<b>87</b>	<b>1</b>	<b>2</b>

## L'attitude personnelle face aux changements actuels du Monde Agricole

**QUESTION – A propos des changements actuels dans le monde agricole, quelle attitude se rapproche le plus de la vôtre ?**

	Monde Agricole				Comparaison (*)
	Ensemble %	dont			Ensemble des Français
		Chefs d'exploitation %	Aides familiaux %	Agriculteurs Retraités %	%
- J'y résiste car ils sont négatifs .....	6	6	5	6	8
- J'y suis plutôt indifférent.....	12	9	12	16	22
- J'y participe car c'est le seul moyen de s'en sortir .....	52	63	54	38	33
- J'y participe car ils sont positifs .....	17	18	18	15	19
- Ne se prononcent pas .....	13	4	11	25	18
- <b>TOTAL .....</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

\* Sondage exclusif CSA Opinion réalisé en février 1994 pour PANORAMA/CMR/ La DATAR auprès d'un échantillon de 600 personnes représentatif des résidents de communes rurales, âgées de 18 ans et plus.

## La confiance dans l'avenir des agriculteurs

**QUESTION – A propos de l'avenir des agriculteurs en général, diriez-vous que vous êtes confiant, incertain, inquiet ou désespéré ?**

	Monde Agricole				Rappel (*) Ensemble des agriculteurs  %
	Ensemble %	dont			
		Chefs d'exploitation %	Aides familiaux %	Agriculteurs Retraités %	
- Confiant.....	19	20	20	19	3
- Incertain.....	23	24	23	21	16
- Inquiet.....	50	50	50	49	63
- Désespéré.....	5	5	4	7	16
- Ne se prononcent pas.....	3	1	3	4	2
<b>TOTAL.....</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

\* Sondage SOFRES/CEVIPOF réalisé en Février 1992 auprès d'un échantillon national représentatif de 900 agriculteurs.

## La profession idéale pour ses enfants

**QUESTION – Qu'auriez-vous souhaité ou que souhaiteriez-vous que votre fils/fille soit plus tard ?**

	Monde Agricole				
	Ensemble		dont		
			Chefs d'exploitation %	Aides familiaux %	Agriculteurs Retraités %
%	Rang				
- Agriculteur .....	<b>28</b>	<b>1</b>	27	25	33
- Fonctionnaire .....	<b>13</b>	<b>2</b>	14	12	14
- Une profession libérale (médecin, avocat).....	<b>4</b>	<b>3</b>	5	6	3
- Cadre .....	<b>4</b>	<b>3</b>	5	5	3
- Ouvrier .....	<b>3</b>	<b>5</b>	3	4	1
- Artisan.....	<b>2</b>	<b>6</b>	2	3	1
- Chef d'entreprise .....	<b>2</b>	<b>6</b>	3	1	2
- Commerçant.....	<b>1</b>	<b>8</b>	1	1	1
- N'a pas d'enfant .....	<b>6</b>		6	6	4
- Ne se prononcent pas .....	<b>37</b>		34	37	38
<b>- TOTAL.....</b>	<b>100</b>		<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

### **III - L'image des institutions et le rapport au politique**

## Les institutions à l'écoute du Monde Agricole

**QUESTION – Pour chacun des institutions ou intervenants suivants, pouvez-vous me dire s'il est ou pas à l'écoute des problèmes du monde agricole ?**

**Tableau récapitulatif : Ensemble du Monde Agricole**

	Est à l'écoute	N'est pas à l'écoute	Ne se prononcent pas
- Les élus locaux ..... 100 %	62	28	10
- Les organisations syndicales agricoles ..... 100 %	61	27	12
- La Mutualité Sociale Agricole (M.S.A.)..... 100 %	57	33	10
- Le Président de la République Jacques Chirac ..... 100 %	55	27	18
- Les structures intercommunales (SIVU, SIVOM, DISTRICT)... 100 %	55	27	18
- Le Ministère de l'Agriculture et de la Pêche ..... 100 %	55	31	14
- Les banques et institutions financières ..... 100 %	52	36	12

**QUESTION – Pour chacun des institutions ou intervenants suivants, pouvez-vous me dire s'il est ou pas à l'écoute des problèmes du monde agricole ?**

<i>Suite du tableau</i>	<b>Est à l'écoute</b>	<b>N'est pas à l'écoute</b>	<b>Ne se prononcent pas</b>
- Le Premier Ministre Lionel Jospin..... 100 %	<b>34</b>	<b>44</b>	<b>22</b>
- Les partis de Droite ..... 100 %	<b>33</b>	<b>39</b>	<b>28</b>
- La Commission de Bruxelles ..... 100 %	<b>32</b>	<b>49</b>	<b>19</b>
- Le Parlement Européen..... 100 %	<b>30</b>	<b>47</b>	<b>23</b>
- Les partis de Gauche ..... 100 %	<b>25</b>	<b>46</b>	<b>29</b>
- Le Front National ..... 100 %	<b>9</b>	<b>58</b>	<b>33</b>

## Le niveau de confiance dans les organisations syndicales agricoles

**QUESTION – Pour défendre vos intérêts, faites-vous très confiance, assez confiance, peu confiance ou pas confiance du tout à chacune des organisations syndicales agricoles suivantes ?**

**Tableau récapitulatif : Ensemble du Monde Agricole**

	Très confiance	Assez	Peu confiance	Pas du tout	Ne se prononcent pas
- La Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles (FNSEA) ..... 100 %	12	41	17	16	
	<b>53</b>		<b>33</b>		<b>14</b>
- Le Centre National des Jeunes Agriculteurs (CNJA)..... 100 %	9	43	13	16	
	<b>52</b>		<b>29</b>		<b>19</b>
- La Confédération paysanne ..... 100 %	6	29	17	22	
	<b>35</b>		<b>39</b>		<b>26</b>
- La Coordination rurale..... 100 %	5	29	20	20	
	<b>34</b>		<b>40</b>		<b>26</b>
- Le Mouvement de Défense des Exploitants Familiaux (MODEF)..... 100 %	5	25	16	23	
	<b>30</b>		<b>39</b>		<b>31</b>

## Le niveau de confiance en Lionel Jospin

**QUESTION – Faites-vous confiance ou pas confiance au Premier Ministre, Lionel Jospin pour affronter les principaux problèmes qui se posent au pays ?**

	Monde Agricole				Comparaison (*) Ensemble des Français
	Ensemble %	dont			
		Chefs d'exploitation %	Aides familiaux %	Agriculteurs Retraité %	
- Confiance .....	43	42	44	44	54
- Pas confiance .....	33	40	33	24	36
- Ne se prononcent pas.....	24	18	23	32	10
<b>TOTAL.....</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

\* Sondage exclusif CSA Opinion/ La Vie/ France Info réalisé en Octobre 1998 auprès d'un échantillon national représentatif de 1000 personnes âgées de 18 ans et plus.

## L'opinion sur le rapprochement entre l'UDF et le RPR et le Front National

**QUESTION – Etes-vous très favorable, assez favorable, assez opposé ou très opposé à un rapprochement entre l'UDF et le RPR et le Front National ?**

	Monde Agricole				Comparaison (*) Ensemble des Français
	Ensemble %	dont			
		Chefs d'exploitation %	Aides familiaux %	Agriculteurs Retraités %	
- Très favorable.....	4 } } 17	5 } } 18	4 } } 18	4 } } 16	5 } } 18
- Assez favorable .....	13 } } 44	13 } } 48	14 } } 46	12 } } 37	13 } } 65
- Assez opposé .....	12 } } 44	14 } } 48	12 } } 46	9 } } 37	20 } } 65
- Très opposé .....	32 } } 44	34 } } 48	34 } } 46	28 } } 37	45 } } 65
- Ne se prononcent pas.....	39	34	36	47	17
<b>TOTAL.....</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

\* Sondage exclusif CSA Opinion / Le Parisien réalisé en mars 1998 auprès d'un échantillon national représentatif de 1000 personnes

## **IV - La politique agricole et l'Europe**

## Le jugement sur les mesures du Ministère de l'Agriculture et de la Pêche

**QUESTION – Voici un certain nombre de réflexions ou de mesures émanant du Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. Pour chacune d'elles, pouvez-vous me dire si vous y êtes plutôt favorable ou plutôt opposé ?**

	Plutôt favorable	Plutôt opposé	Ne se prononcent pas
- Améliorer les petites retraites..... 100 %	98	1	1
- Lutter contre la pollution de l'eau..... 100 %	96	2	2
- Développer les produits du terroir..... 100 %	95	2	3
- Favoriser les labels et les signes de qualité ..... 100 %	93	4	3
- Limiter l'agrandissement des exploitations agricoles ..... 100 %	75	19	6

## Opinion sur les aides apportées aux agriculteurs

**QUESTION – Pour chacune des affirmation suivantes, dites-moi si vous êtes plutôt d'accord ou plutôt pas d'accord avec elle ?**

	Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord	Ne se prononcent pas
- Les institutions européennes sont trop éloignées des préoccupations quotidiennes des agriculteurs français ..... 100 %	85	7	8
- Les aides versées aux agriculteurs devraient être plus importantes pour ceux qui s'installent dans les régions les plus difficiles ..... 100 %	85	9	6
- Les aides versées aux agriculteurs devraient être plus importantes pour ceux qui respectent l'environnement ..... 100 %	85	10	5
- Il n'est pas normal que les exploitations les plus grandes et les plus productives reçoivent l'essentiel des aides publiques ..... 100 %	77	18	5
- Les institutions européennes devraient plafonner les aides en fonction de la taille des exploitations ..... 100 %	76	15	9

## Opinion sur les critères de distribution des ressources financières

**QUESTION – Selon vous, vaut-il mieux distribuer les ressources financières...?**

	Monde Agricole				Comparaison <sup>(*)</sup> Ensemble des Français %
	Ensemble %	dont			
		Chefs d'exploitation %	Aides familiaux %	Agriculteurs Retraités %	
- En priorité aux exploitations agricoles en difficulté, pour qu'elles puissent se maintenir .....	59	58	61	60	75
- En priorité aux exploitations agricoles dynamiques, pour qu'elles renforcent leur compétitivité face à la concurrence internationale .....	20	22	21	15	14
- Ne se prononcent pas .....	21	20	18	25	11
<b>TOTAL</b> .....	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

(\*) Sondage exclusif CSA Opinion / DATAR réalisé en juillet 1994 auprès d'un échantillon national représentatif de 2000 personnes âgées de 18 ans et plus

## L'opinion sur la construction européenne

**QUESTION – Pouvez-vous me dire si vous trouvez que la façon dont se fait l'Europe actuellement est une très bonne chose, une assez bonne chose, une assez mauvaise chose ou une très mauvaise chose?**

	Monde Agricole			
	Ensemble %	dont		
		Chefs d'exploitation %	Aides familiaux %	Agriculteurs Retraités %
- Une très bonne chose .....	3 } } 43	3 } } 46	4 } } 49	3 } } 32
- Une assez bonne chose.....	40 }	43 }	45 }	29 }
- Une assez mauvaise chose .....	27 } } 37	32 } } 42	25 } } 33	24 } } 36
- Une très mauvaise chose .....	10 }	10 }	8 }	12 }
- Ne se prononcent pas .....	20	12	18	32
<b>TOTAL .....</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

## Opinion sur la part représentée par l'agriculture dans le budget de l'Union Européenne

**QUESTION – Aujourd'hui, l'agriculture représente un peu plus de la moitié du budget de l'Union européenne. Estimez-vous que c'est trop, pas assez ou comme il faut...?**

	Monde Agricole				Comparaison (*) Ensemble des Français
	Ensemble %	dont			
		Chefs d'exploitation %	Aides familiaux %	Agriculteurs Retraités %	
- Trop .....	9	12	8	5	21
- Pas assez .....	32	36	35	27	23
- Comme il faut.....	33	35	37	26	36
- Ne se prononcent pas.....	26	17	20	42	20
<b>TOTAL.....</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

(\*) Sondage exclusif CSA Opinion / DATAR réalisé en juillet 1994 auprès d'un échantillon national représentatif de 2000 personnes âgées de 18 ans et plus

## Les actions prioritaires pour l'avenir du Monde Agricole

**QUESTION – Pour chacune des actions suivantes, pouvez-vous me dire si vous la jugez tout à fait prioritaire, importante ou secondaire pour préparer l'avenir du monde agricole ?**

	Tout à fait prioritaire	Importante	Secondaire	Ne se prononcent pas
- Aider au maintien des services publics (Ecoles, Postes, hôpitaux..) dans les zones rurales ..... 100 %	69	26	3	2
- Aider au maintien des commerces dans les zones rurales..... 100 %	65	29	4	2
- Empêcher les départs de jeunes agriculteurs ..... 100 %	61	29	6	4
- Favoriser l'arrivée de jeunes dans l'agriculture..... 100 %	61	33	4	2
- Réglementer la grande distribution ..... 100 %	49	33	11	7
- Inciter les agriculteurs les plus âgés à prendre leur retraite..... 100 %	43	33	19	5

**QUESTION – Pour chacune des actions suivantes, pouvez-vous me dire si vous la jugez tout à fait prioritaire, importante ou secondaire pour préparer l'avenir du monde agricole ?**

<i>SUITE DU TABLEAU</i>	<b>Tout à fait prioritaire</b>	<b>Importante</b>	<b>Secondaire</b>	<b>Ne se prononcent pas</b>
- Améliorer la formation des agriculteurs ..... 100 %	<b>43</b>	<b>42</b>	<b>12</b>	<b>3</b>
- Favoriser la coopération entre les exploitations..... 100 %	<b>42</b>	<b>42</b>	<b>11</b>	<b>5</b>
- Freiner l'agrandissement des exploitations agricoles ..... 100 %	<b>40</b>	<b>33</b>	<b>20</b>	<b>7</b>
- Favoriser la coopération entre les communes ..... 100 %	<b>40</b>	<b>41</b>	<b>14</b>	<b>5</b>
- Favoriser la polyactivité..... 100 %	<b>30</b>	<b>34</b>	<b>27</b>	<b>9</b>
- Favoriser l'emploi du conjoint dans d'autres secteurs d'activité que l'agriculture ..... 100 %	<b>29</b>	<b>31</b>	<b>33</b>	<b>7</b>

## **RAPPEL DES PUBLICATIONS PRECEDENTES**

---

---

**Cahier n°1** (janvier 1988) & **Cahier n°2** (mars 1988)

L'élection présidentielle de 1988 - données de base & journée d'étude.

**Cahier n°3** (novembre 1988)

Approche politique de la grève en France 1966-1988.

**Cahier n°4** (juin 1989) \*

Crise et radicalisation politique - années 30/années 80.

**Cahier n°5** (novembre 1989) \*

Les organisations syndicales et professionnelles agricoles en Europe.

**Numéro spécial** (septembre 1990)\*

L'électeur français en questions - tableaux de résultats.

**Cahier n°6** (février 1991)

Le vote écologiste : évolutions et structures.

**Numéro spécial** (novembre 1991 remplacé par numéro d'octobre 95)

Les électorsats sous la Ve République - données d'enquête.

**Cahier n°7** (mars 1992)

Conflictualité en France depuis 1986 : le cas de Peugeot-Sochaux.

**Cahier n°8** (décembre 1992) \*

Changement social, changement politique à Aulnay-sous-bois.

**Pré-actes du colloque** tomes 1,2 et bibliographie (mars 1993)

L'engagement politique : déclin ou mutation.

**Cahier n°9** (juin 1993)

Le modèle français de production de la loi. Première contribution à une recherche sur la régulation politique de la famille.

**Cahier n°10** (juin 1994)

Les associations dans la société française : un état des lieux.

**Cahier n°11** (décembre 1994)

Matinée d'étude du CEVIPOF du 27 mai 1994 : les syndicats européens et les élections européennes.

**Cahier n°12** (février 1995)

Attitudes politiques des agriculteurs. Analyses & commentaires.

**Cahier n°13** (septembre 1995)

Les collectifs anti-front national.

**Cahier n°14** (décembre 1995)

L'espace politique en milieu rural. " Les maires des communes de moins de 10 000 habitants ".

**Cahier n°15** (juin 1996)

La famille dans la construction de l'Europe politique.

*Actes du colloque. L'Europe des familles*, Paris, CNRS, 17-18 novembre 1995.

**Cahier n°16** (mai 1997)\*\*

La république aujourd'hui : mythe ou processus ?

**Cahier n°17** (juin 1997)\*\*

Les énarques en cabinets : 1984 - 1996.

**Cahier n°18** (novembre 1997)\*\*

La citoyenneté - le libéralisme - la démocratie.

**Cahier n°19** (mai 1998)\*\*

Le dialogue national pour l'Europe - « Un débat européen à l'épreuve des réalités locales ».

**Cahier n°20** (août 1998)\*\*

Le Racisme – le Multiculturalisme.

**Cahier n°21** (janvier 1999)\*\*

Les opinions et les comportements politiques des ouvriers : Une évolution inévitable ? Irréversible ?

**Cahier n°22** (janvier 1999)\*\*

La spirale de Vilvorde : Médiatisation et politisation de la protestation.

**Cahier n°23** (mai 1999)\*\*

Les Adhérents Socialistes en 1998

**Cahier n°24** (mai 1999)\*\*

Les Attitudes Politiques des Fonctionnaires – vingt ans d'évolution.

**Cahier n°25** (septembre 1999)\*\*

Le Front national en Bretagne occidentale – Sociologie politique et géographie locale du vote FN.

**Cahier n°26** (janvier 2000)\*\*

Les préfets de la République 1870 - 1997.

**Cahier n°27** (juin 2000)\*\*

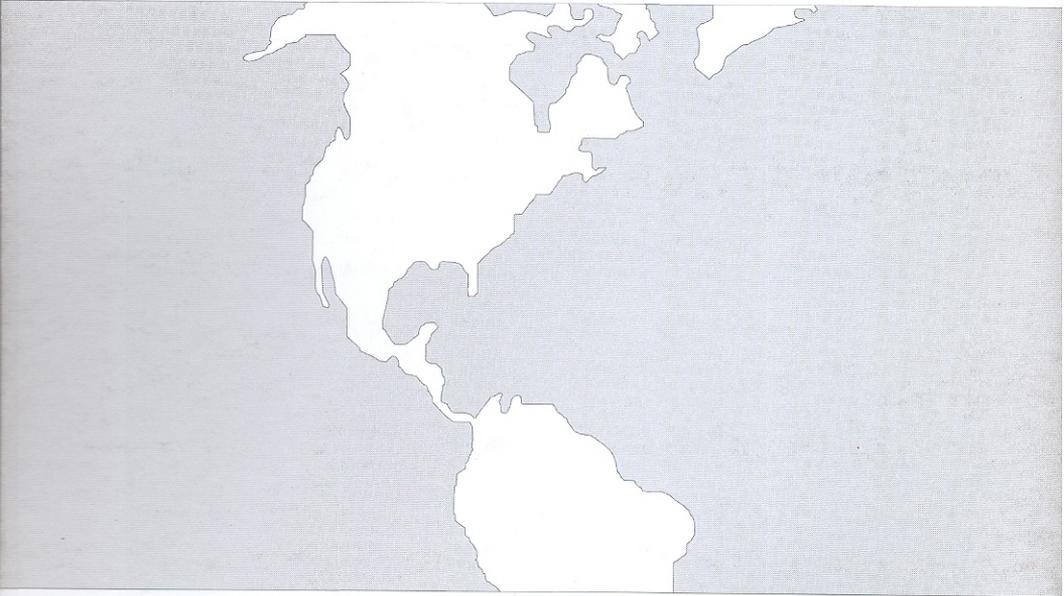
Les adhérents du Parti Communiste français en 1997 – Enquête.

**Cahier n°28** (juin 2000)\*\*

Les braconniers de la politique.

\* Ces cahiers sont épuisés

\*\* Vous pouvez télécharger ces cahiers gratuitement sur notre site internet <http://www.msh-paris.fr/centre/cevipof>



**ISSN 1146-7924**